

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 12 NOVEMBRE  
N°302 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56942  
\* \*

EN P. 12 SAHARA  
LA LUTTE  
DU FRONT POLISARIO

Elections au Maroc

LA REPRESSION CONTINUE  
Voir p. 7

## SIGNATURE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE ANTI-TERRORISTES

### Non à la communauté policière européenne

La convention européenne anti-terroriste a été signée le 10 novembre par les délégués des affaires étrangères du Conseil de l'Europe.

Elle comprend des accords d'extradition entre les États membres du Conseil de l'Europe (la plupart des pays de l'Europe occidentale et la Turquie) et définit une liste de délits auxquels le caractère politique est dénié et dont les auteurs devront soit être extradés, soit jugés sans délai, dans le pays où ils ont cru trouver asile.

## CALLAGHAN RENCONTRE GISCARD A RAMBOUILLET

### L'HÔPITAL ET LA CHARITÉ !

Callaghan est depuis hier en visite à Paris dans le cadre des entretiens bilatéraux réguliers prévus au moment de la visite de Giscard en Angleterre en juin dernier. Trois de ses ministres n'ont pu le suivre tout de suite : en effet, ne disposant que d'une voix de majorité, le gouvernement travailliste doit être très prudent ; mais cela ne l'a pas empêché d'essayer des échecs, à deux reprises hier sur des projets de lois, des députés travaillistes s'étant abstenus.

Alors que la chute vertigineuse de la livre continue, que le chômage continue à se développer et que la baisse du pouvoir d'achat est sans précédent cette année, il est probable que les entretiens entre Callaghan et Giscard porteront sur les problèmes économi-

ques : place de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, soutien de l'Europe à la livre par des prêts.

Mais Giscard n'est pas maître du jeu dans ce domaine, car le rôle de l'Allemagne sera déterminant. De toute façon, un prêt du Marché Commun sera conditionné à un «redressement» de l'économie, c'est-à-dire à une aggravation de l'austérité qui augmentera le mécontentement des travailleurs, cause principale de la crise gouvernementale. Barre nous présentait l'Angleterre comme modèle de «consensus social» : on voit aujourd'hui qu'avec le blocage des salaires, la hausse des prix et le chômage continuent de plus belle. Plan Barre, plan Callaghan, c'est l'hôpital et la charité : leur faillite sera la même.

## problemes du marxisme-leninisme

1 - A PROPOS  
DE L'OC-GOP ET  
DE RÉVOLUTION !

Voir p.3

## LE PLAN D'AUSTÉRITÉ ET LA SIDÉRURGIE

# 82<sup>ème</sup> MORT A USINOR DUNKERQUE

Usinor assassin ! Vengeance pour nos camarades !



### JACKY MORIZOT, OUVRIER DE 24 ANS, TUÉ MERCREDI

Jacky Morizot, 24 ans, ouvrier soudeur à Usinor Dunkerque n'est plus : il a été assassiné. L'assassin est connu, Jacky Morizot est sa 82<sup>e</sup> victime : c'est Usinor Dunkerque qui a établi ce sinistre record en 14 ans.

Les responsabilités de la direction sont une nouvelle fois accablantes. L'«accident» mortel est la conséquence directe de conditions

de travail imposées par la soif de profit d'Usinor. Jacky Morizot travaillait avec cinq de ses camarades à l'entretien des tuyauteries d'un haut fourneau. Cinquante-trois mètres plus bas, des ouvriers arrosaient de laitier une coulée de fonte. Un nuage toxique et de la vapeur d'eau se sont dégagés de la coulée atteignant le plancher où travaillaient

Jacky et ses camarades. Asphyxiés et aveuglés, ces six ouvriers s'enfuirent, deux d'entre eux tombent en butant sur des rambardes. Jacky ouvre précipitamment la porte de l'ascenseur, et fait une chute de quarante mètres dans la cage : la cabine n'était pas à l'étage et le système de verrouillage n'avait pas fonctionné.

Suite p.6

## 11 novembre : UNION FACTICE

Le 11 novembre, désormais «journée du souvenir», sera, nous dit-on, un moment «d'unité nationale». Seraient-ils morts pour la même cause, les héros de la résistance anti-nazie, que les victimes de la boucherie impérialiste de 14-18 et des expéditions coloniales honteuses ? Allons donc !

Mais il faut effacer le souvenir du dernier épisode de l'histoire où notre peuple s'est trouvé maître de ses propres armes, dans le combat pour la Libération ; mais il faut bien faire plaisir à l'Allemagne de Bonn, désormais puissance dominante en Europe occidentale. Alors, Giscard, supprimant les cérémonies anniversaires du 8 mai 45, cherche à redonner un lustre perdu à la journée de l'armistice de 1918.

Cette union, au-dessus des classes, dont on veut nous donner l'illusion aujourd'hui, elle n'existe pas plus dans la guerre que dans la paix. Et s'il est un souvenir qu'en ce jour, la classe ouvrière évoque avec émotion, c'est celui des fusillés de 1917 de ses fils mutinés contre la guerre de brigandage, à l'exemple du peuple russe en révolution.

Voir p.2

Aujourd'hui  
et demain  
3<sup>e</sup> réunion de  
la «Coordina-  
tion de  
Besançon»  
à l'usine  
de Cournon  
(Puy de  
Dôme)

Voir p.4

Municipales :  
Le CC du PCF  
enregistre :

TENSIONS  
A GAUCHE

«Querelle, discussion, incompréhension, malentendu : la route, à chaque instant, oblige à quelque halte» : c'est ainsi que Mitterrand a défini, mercredi soir, au meeting de soutien au candidat socialiste du V<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour les législatives partielles, la situation de l'union de la gauche. La querelle, aujourd'hui, porte sur la préparation des municipales, qui se dérouleront les 13 et 20 mars prochains.

Où en est-on sur ce point, des tractations engagées entre PS et PCF ? Le parti révisionniste, dont le souci principal reste d'accrocher le plus solidement possible à l'union un PS de plus en plus sollicité par Giscard, tenait avant tout à la formation de listes uniques dans toute la France dès le premier tour. L'accord conclu en juin ne lui a pas donné satisfaction sur ce point : tandis que ces listes devaient être constituées nationalement pour les villes de plus de trente mille habitants (où le panachage est impossible entre les deux tours), la négociation sur leur constitution était laissée à l'appréciation des instances locales des partis pour le reste des communes (conformément à la proposition de Mitterrand).

Suite p.3

aujourd'hui,  
grève  
générale en  
Espagne

En page 8,  
interview d'un  
délégué licencié à  
Motor Ibera  
à Barcelone

Voir p.8

# quand giscard veut confondre guerres imperialistes et resistance populaire

Cette journée du 11 novembre devait être, pour le gouvernement, une nouvelle occasion de prôner «l'unité des Français». André Bord, secrétaire d'état aux anciens combattants, avait annoncé son souhait de voir la journée du 11 novembre «revêtir une solennité accrue». Si, comme par le passé, il s'agit d'honorer les anciens combattants de la première guerre mondiale, il convient également que toutes les générations du feu soient associées à l'hommage de la France. Il faut que la jeunesse participe largement et intensément à ce recueillement autour du symbole des disparus et au coude à coude avec les survivants. C'est ainsi que le 11 novembre manifesterait clairement l'unité de la nation dans la reconnaissance due aux anciens combattants. De son côté, Giscard devait, à l'Arc de Triomphe, déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, avec quelques enfants des écoles. L'ensemble de ces cérémonies devaient donner l'impression d'une «unité» du

peuple français dans un souvenir confondant les guerres impérialistes et coloniales, comme la guerre de 14-18, et la Résistance anti-fasciste. Opération nécessaire, quand on sait que Giscard tient à tout prix à faire croire que ses initiatives politiques rencontrent un large soutien dans les masses. Mais le faible écho rencontré par cette nouvelle initiative montre bien que celles-ci ne sont pas prêtes, aujourd'hui, à faire le jeu de Giscard.

Faire oublier la victoire du 8 mai 45 contre les peuples s'inscrit aussi dans la politique actuelle de Giscard d'Estaing à l'égard de l'Allemagne. Giscard n'hésite pas à voir un modèle dans la société allemande, où les anciens nazis ou néo-nazis sont bien placés dans les plans politique et économique pour appliquer la politique de l'impérialisme allemand. En même temps qu'il situe ses relations avec l'impérialisme allemand dans le cadre de la collaboration renforcée avec l'impérialisme américain.

Le 11 novembre 1918 fut le terme provisoire d'une guerre inter-impérialistes qui devait coûter aux peuples des millions de morts (1 315 000 morts pour le peuple français). Et la brutalité des appétits des impérialistes vainqueurs, cherchant à dépecer l'impérialisme allemand vaincu, lors du Traité de Versailles, allait être un élément du processus qui conduisit à une nouvelle guerre mondiale.

L'intention de Giscard n'est donc pas le refus de célébrer des guerres qui divisèrent l'Europe ; elle ne peut se comprendre que par l'analyse de la nature véritable des deux guerres de 14-18 et 39-45.

La seconde guerre mondiale a pris un caractère anti-fasciste, alors que la guerre de 14-18 fut, du début à la fin, une guerre impérialiste.

Cette nature anti-fasciste de la seconde guerre mondiale déterminait alors un rôle stratégiquement nouveau des peuples de chaque nation. Soumis à l'occupation, au pillage et à la terreur fasciste, les peuples qui n'étaient plus, comme en 14-18, la chair à canon d'une guerre menée pour les profits de leurs exploités, prirent en mains la lutte contre le fascisme, pour la défense des libertés démocratiques, arrachées depuis le XIX<sup>e</sup> siècle par le prolétariat à la bourgeoisie, et pour l'indépendance nationale.

Ce caractère anti-fasciste de la guerre menée par les peuples soumis à l'occupation fasciste, devait être confirmé, à l'échelon mondial, par la lutte de l'URSS socialiste contre l'agression du bloc fasciste en juin 1941.

La deuxième guerre mondiale intervenait dans un contexte différent correspondant à un stade différent de l'impérialisme. L'apparition du fascisme reflétait l'aggravation de la crise de l'impérialisme ses difficultés face au développement de la lutte des prolétaires, encouragés par l'avènement du socialisme en URSS.

En 14-18 la situation est différente, et l'absence de directions révolutionnaires, à

1914-1918 : Ouvriers et paysans français sont envoyés à la mort pour la défense des intérêts de leurs exploités.



l'exception de la seule Russie, rendit vaines les décisions de l'Internationale Socialiste, prises sur propositions de Lénine en 1907 : «Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, de faire tous ses efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui lui paraîtront les mieux appropriés, au cas où la guerre éclaterait, c'est son devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes ses forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste».

Cette stratégie du prolétariat visant à transformer à tout prix la guerre impérialiste en guerre contre l'impérialisme et la bourgeoisie ne pouvait être possible que si les masses rompaient avec le réformisme et la politique systématique de collaboration de classe des partis de la deuxième internationale. Cette rupture vint d'abord de Russie, par un processus de radicalisation des masses accéléré par les bolchéviks de février à novembre 1917 ; puis, sous l'effet de la victoire de la Révolution russe, cette rupture se fit de 1919 à la fin de 1920 dans la plupart des pays capitalistes européens qui virent se créer des partis communistes.

Certes, dès 1915, les peuples d'Europe s'étaient dressés contre la boucherie impérialiste et avaient cherché à coordonner leur action anti-impérialiste, guidés en cela par Lénine, lors des conférences internationales de Zimmerwald (septembre 1915) et Kienthal (avril 1916) qui dénoncèrent la nature impérialiste de la guerre. Les prolétaires des pays en rivalité impérialiste organisèrent grèves et mutineries, mais, de fait, ce ne fut vraiment qu'avec la victoire de la Révolution Russe, qui montra qu'il était possible de renverser la bourgeoisie, que les peuples rompirent, en masse, avec la bourgeoisie et ses séides sociaux-démocrates qui — au nom de «l'Union Sacrée» — avaient envoyé des millions d'hommes à la mort.



1940-1945 : Ouvriers et paysans s'organisent dans la lutte anti-fasciste, face à une bourgeoisie capitularde et collaboratrice. (ici un groupe de maquisards en Savoie).

Cette rupture, concrétisée par la création de partis communistes et, face aux rivalités impérialistes, par la consolidation de l'internationalisme prolétarien (la III<sup>e</sup> Internationale) devait permettre, lors de la seconde guerre mondiale, un rôle qualitativement différent des peuples : les conditions objectives et subjectives, la conscience politique et la mobilisation révolutionnaire des masses allaient pouvoir agir, afin d'éviter que de nouveau les peuples ne se retrouvent, désarmés, désespérés, comme en 1914, à se battre pour les profits de leurs exploités. Ce devait être le rôle de chaque parti communiste, dans le cadre de la lutte antifasciste de libération nationale, dont la stratégie reposait, avant tout, sur une mobilisation politique et militaire de chaque peuple. Cette différence essentielle entre 14/18 et 41/45, Giscard veut aujourd'hui la gommer dans le souvenir des peuples, il ne s'agissait plus d'envoyer à la mort des ouvriers et des paysans en leur faisant chanter «A Berlin !» ou «A Paris !», mais que chaque peuple prenne en main sa libération nationale contre le fascisme, afin ensuite, par étapes, d'obtenir sa libération sociale, dès lors que la bourgeoisie de chaque pays pactisait — dans sa majorité — avec l'occupation fasciste, vus les liens existant par les profits et intérêts communs, face à la mobilisation populaire.

Que dans certains pays — dont la France — une telle lutte n'ait pas été menée victorieusement à son terme, la direction des partis communistes en porte une lourde responsabilité. Pour ce qui est de la France : à la veille de la guerre, la politique de la direction du PCF lors du Front Populaire ayant cherché à ménager coûte que coûte les intérêts de certaines fractions de la bourgeoisie (représentés par les radicaux et socialistes), le prolétariat était démobilisé, déçu dans ses espoirs, par l'échec — pourtant prévisible — du Front Populaire. Dans le même temps, la politique de ralliement du PCF aux «intérêts de la France», confondus avec ceux de la

classe des exploités devait l'amener à ne pas saisir la nature impérialiste de la guerre à ses débuts. Ensuite, parce qu'en défendant le juste principe de tout unir face au fascisme, le PCF ne posa jamais la question du pouvoir et de la direction du Front antifasciste de libération nationale (ralliement à De Gaulle et à la fraction antifasciste de la bourgeoisie française sans aucune tentative sérieuse de se subordonner cette fraction dans le cadre d'un Front antifasciste, où le prolétariat aurait l'hégémonie politique).

Toutefois, même si la libération de 1945 devait se limiter à la libération du territoire et non celle du peuple exploité, elle fut acquise par la mobilisation du peuple français contre le fascisme, mobilisation aidée par les coups décisifs de l'URSS contre les armées nazies en Europe.

Pour bien comprendre le caractère nouveau du contenu antifasciste de la guerre de 39/45, l'exemple — victorieux celui-là — de la résistance albanaise est éclairant.

Le Parti Communiste d'Albanie souleva et organisa les masses en se fondant sur leur patriotisme, leur esprit révolutionnaire et leur acceptation de la lutte contre l'occupant, dirigée par les communistes. Même quand il y eut discussions avec des partis bourgeois, le PCA chercha à les intégrer au Front sur la base de la lutte armée contre le fascisme, en veillant toujours à préserver l'hégémonie du prolétariat dans ce Front, afin qu'il ne tombe entre les mains de la bourgeoisie opposée à l'occupant fasciste uniquement pour la défense de ses intérêts de classe d'exploiteurs.

Les peuples européens ont tiré des leçons qui restent profondément attachées à leurs espoirs de la libération et du 8 mai 1945.

Ce que Giscard veut faire oublier, en ne célébrant plus le 8 mai, mais en glorifiant les massacres impérialistes, c'est bien le rôle mobilisateur du peuple en lutte contre le fascisme.

## MUNICIPALES

# Le Comité Central du PCF enregistre TENSIONS A GAUCHE

Suite de la p. 1

Aujourd'hui, la question est réglée pour presque toutes les villes de plus de trente mille habitants, sauf Laval, où le PS présente encore une liste tout seul. Dans quatre villes du Pas-de-Calais, où la situation était semblable, la direction du PS a invité ses organisations locales à appliquer l'accord.

Mais la querelle se porte maintenant sur la composition des listes : qui aura le plus gros morceau ? Pour le déterminer, il s'agit de prendre en compte, selon l'accord de juin, les résultats électoraux depuis 1972. Mais de quelle façon ? Pour le parti révisionniste, en faisant une moyenne arithmétique des résultats électoraux obtenus depuis. Pour le PS, en tenant compte des progrès qu'il a effectués ces dernières années, tandis que les voix du PCF étaient en stagnation ou en régression.

Le Comité Central révisionniste, réuni mardi et mercredi, a réaffirmé sa position. Il a revendiqué : « la direction de la liste » « là où le suffrage universel a placé le parti communiste en tête ». Il s'agit des communes où « le PS ou le MRG a obtenu la direction des communes grâce à des alliances passées avec la

♦ MUNICIPALES : ELECTIONS LES 13 ET 20 MARS 77 : Le Conseil des Ministres de mercredi dernier a fixé la date des élections municipales aux 13 et 20 mars 1977. D'autre part, au cours de ce même conseil, Barre a déclaré : qu'aussi longtemps que la hausse des prix n'aura pas été effectivement ralentie, il n'est pas question d'augmenter les dépenses publiques. Le gouvernement est donc décidé à ne pas augmenter les salaires dans la Fonction Publique, donc à faire baisser le pouvoir d'achat des travailleurs qu'il emploie.

## Exportation de matériel : le recul de l'impérialisme français.

Malgré son indignation feinte après les déclarations de Kissinger demandant l'annulation de la vente d'une usine de retraitement nucléaire au Pakistan, le gouvernement français a cédé aux pressions de l'impérialisme US. Il semble en effet que la France ne vendra pas l'usine de retraitement de combustibles irradiés que demandait le Pakistan, malgré le démenti officiel à ce sujet. Quelle forme prendra l'annulation de ce contrat ? Il est possible que le gouvernement pakistanais prenne la décision de renoncer à cette transaction. Pour que cela n'apparaisse pas comme un recul consécutif aux pressions US, le contrat serait transformé en l'achat par le Pakistan d'une centrale nucléaire de 600 mégawatts.



Les «élus» du PCF de Paris, des paquets de pétitions sur les bras.

droite». C'est que, dans ces cas-là, le PS revendique de conserver la municipalité.

L'impasse semble se profiler. Marchais l'a confirmé dans la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue de son Comité Central : « Si les socialistes veulent aller dans certaines villes au scrutin avec des listes homo-

gènes, ils doivent en prendre la responsabilité. « Si malgré nos propositions, il n'y avait pas de liste commune... nous constituerions des listes d'union du peuple de France ».

Pour le PCF, il s'agit de souffrir le moins possible de la position dominante des socialistes dans l'union de la gauche, et de

consolider celle-ci au maximum, au moment où les perspectives de gouvernement Giscard-Mitterrand se précisent. Le PS, quant à lui, en est encore (pour combien de temps ?) à la phase où il récolte les fruits de l'alliance avec Marchais. Dans tout cela, on chercherait en vain la trace des intérêts et des combats de la classe ouvrière.

## Majorité

# Rebondissement des contradictions de politique extérieure

A l'occasion du vote du budget du ministère des Affaires étrangères, l'UDR a relancé les querelles internes à la bourgeoisie sur l'orientation de sa politique extérieure. A propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, Couve de Murville a déclaré : « Sur le plan politique, les Neuf se consultent à longueur de temps, mais où se manifeste leur action dans les affaires du monde, en dehors d'une docilité de principe vis-à-vis des Etats Unis (...) Vous nous dites que rien ne serait modifié, mais des assurances verbales ne sauraient suffire quand la matière est capitale » : une bataille se prépare sur ce terrain.

Au même moment, le

groupe UDR a décidé de poser la question préalable sur le projet de loi autorisant la modification des statuts du Fonds Monétaire International, modification qui favorise nettement les intérêts américains. Cette procédure, si l'assemblée l'adopte, pourrait remettre à beaucoup plus tard l'adoption de ce projet.

Marchais, dans la conférence de presse qui a suivi le Comité central du PCF, a affirmé, parlant des « gaullistes qui ne suivent plus l'UDR giscardisée » : « Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que se constitue à côté de nous, des communistes, des socialistes, des radicaux de gauche, une quatrième composante avec laquelle nous pourrions discuter ».

Au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, le PCF s'était déjà engagé dans cette direction avec son « union du peuple de France ». L'échec avait été cuisant à l'époque, les gaul-

♦ CHIRAC : « JE N'AVAIS PAS LES MAINS LIBRES » : Au cours d'une réunion électorale à Ussel, Chirac a déclaré mardi soir : « J'ai quitté le gouvernement parce que je n'avais pas les mains assez libres et que la cohésion gouvernementale sur le plan politique et sur le plan technique ne me permettait pas de mener à bien les actions que j'estimais nécessaires. C'est le premier ministre seul qui est responsable de l'action gouvernementale devant le Parlement ».

## Marchais fait risette aux gaullistes

listes en rupture d'UDR penchant plutôt vers le PS. Mais Léo Hamon, qui fait partie de ces milieux, vient d'avoir une déclaration complaisante pour les révisionnistes. Et le PCF ne serait pas fâché d'introduire un facteur qui puisse troubler la domination socialiste dans l'alliance.

La perspective d'affrontement sur la question du Parlement européen, où les gaullistes et révisionnistes pourraient se trouver d'accord contre Giscard et le PS constitue certainement une occasion favorable pour cette opération.

# problemes du marxisme-leninisme

1-A PROPOS DE L'OC GOP ET DE REVOLUTION 11

Il n'y a pas de mérite à avancer à la légère des positions insuffisamment établies et de remplacer une démarche d'étude, qui comporte l'inconvénient provisoire de ne pouvoir parler immédiatement de tout, par une démarche d'affirmation catégorique tout à fait subjective. C'est pourtant ce que font GOP-Révolution à propos de l'histoire du mouvement communiste international. Aussi n'épouvons-nous aucune gêne, alors même que la question de Staline est à l'étude depuis plusieurs mois au sein de notre Comité Central, à relever ce qui, dans les appréciations formulées sur ce point par GOP-Révolution, nous semble caractéristique d'une démarche erronée. Pour ces deux organisations, le révisionnisme a dominé en URSS quelque temps (mal défini par ailleurs) après la mort de Lénine, alors même que la position du Parti Communiste Chinois, et d'autres partis communistes authentiques, est que Staline a commis quelques erreurs, mais que c'est seulement avec le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS que le révisionnisme devient dominant et que le système socialiste se transforme en son contraire, en un système de domination bourgeoise sur la classe ouvrière, en un système capitaliste. Pour éclairer cette contradiction entre deux lectures de l'histoire, on ne manque pas d'évoquer des « raisons tactiques ». « Considérant avec raison qu'en matière de révisionnisme, Krouchtchev et ses successeurs représentaient le danger principal, le PCC a tenté de réaliser contre eux le front uni le plus large ». « La Commune », N° 1. Nous ne croyons pas une seconde que le fondement de la position développée par les communistes chinois, notamment dans le texte « Sur la question de Staline » obéisse en premier lieu à des raisons tactiques. En effet, le débat de principe mené alors dans le mouvement communiste international impliquait la plus grande netteté et excluait tout compromis sur le fond, c'est-à-dire que si le révisionnisme avait été incarné trente ans durant par Staline, la scission dont le PCUS prenait alors l'initiative devait permettre d'éclairer ce fait d'importance et il aurait été profondément opportuniste alors de ne s'en prendre qu'au continuateur (Krouchtchev) et non à celui qui aurait introduit le révisionnisme (Staline) et le représenterait. C'est pourquoi le PC Chinois indiquait : « En prenant la défense de Staline, le PCC défend ce qu'il eut de juste... En un mot, il défend tant la théorie du marxisme-léninisme que sa pratique... » et il précisait : « Lorsque nous prenons la défense de Staline, ce ne sont pas ses erreurs que nous défendons. Les communistes chinois ont il y a longtemps, fait par eux-mêmes l'expérience personnelle de certaines erreurs de Staline ». Car le « front uni » dont parle abusivement la GOP en cette circonstance ne pouvait se former qu'avec une claire délimitation avec le révisionnisme, comme en porte témoignage par exemple la lettre en vingt-cinq points et ne pouvait, comme l'expérience d'ailleurs l'a montré, rassembler et des partis marxistes-léninistes et des partis révisionnistes seulement opposés aux développements krouchtchéviens du révisionnisme.

En définitive, si elle résulte d'une véritable unification entre deux approches historiquement différentes de la période de Staline, l'appréciation commune de GOP-Révolution sur le « révisionnisme stalinien » ne saurait constituer une critique de gauche de cette période du marxisme-léninisme, mais seulement une critique unilatérale, une critique « ultra-gauche », car elle juge de l'expérience de la dictature du prolétariat en URSS, qui fut la première expérience prolongée de cette dictature, selon les critères qui se dégagent aujourd'hui d'un plus grand nombre d'expériences de par le monde et en premier lieu selon l'avancée considérable produite par la révolution chinoise dans la définition de la théorie marxiste-léniniste sur ce point. C'est pourquoi les camarades chinois indiquent : « Des erreurs de Staline, certaines sont des erreurs de principe, d'autres furent commises dans le travail pratique, certaines auraient pu être évitées tandis que d'autres étaient difficilement évitables en l'absence de tout précédent dans la dictature du prolétariat auquel on pût se référer » (« Sur la question de Staline »).

Juger de l'œuvre de Staline au regard de la Révolution Culturelle est certes utile pour en marquer les limites, pour en souligner les erreurs et cette critique est indispensable, car le socialisme que nous voulons n'a pas à répéter ces erreurs et que notre lutte aujourd'hui et demain ne peut aboutir que si elle se fonde sur l'état actuel du développement du marxisme-léninisme, pour contribuer à le pousser plus avant, mais ne pas comprendre que la théorie marxiste-léniniste sur le point de la dictature du prolétariat a progressé en se fondant sur l'expérience historique, sous son aspect positif et négatif, qu'à ce titre l'expérience soviétique appartient à l'expérience historique de la dictature du prolétariat dont le bilan est inséparable de la Révolution Culturelle, c'est tout simplement de l'idéalisme historique, réfuté par ceux-là mêmes qui ont conduit la Révolution Culturelle : le Parti Communiste Chinois, Mao Tsé-toung.

Il nous a semblé nécessaire de voir en quoi la référence de GOP-Révolution au marxisme-léninisme était, à notre sens, altérée et particulière, pour en venir à l'essentiel de notre propos : l'examen de ses positions politiques. En effet, l'expérience même de Staline et de ses erreurs de principe nous montre en quoi on ne peut dissocier l'idéologie de la politique, la théorie de la pratique.

(à suivre)

# LUTTES OUVRIÈRES

## Aujourd'hui et demain 3<sup>e</sup> réunion de la «coordination de Besançon» à l'usine de Cournon (Puy de Dôme)

La coordination des usines en lutte pour l'emploi et en occupation qui s'était réunie les 10 et 11 septembre, à Lip — coordination plus communément appelée «coordination de Besançon» — se réunit pour la troisième fois, aujourd'hui et demain, à l'appel de la coordination régionale SCPC, Copono Book, à l'usine SCPC, à Cournon, près de Clermont-Ferrand.

L'après-midi d'aujourd'hui sera consacré à des débats notamment sur la question des 90%, de leur prolongement, et la dynamique interne des luttes. Ces premiers débats seront suivis d'un débat public où seront notamment présentés les réalisations des travailleurs en lutte : le «*jeu de la solidarité*», créé en commun par les usines SCPC et Copono Book, jeu «*qui traite de la question : comment bâtir l'union populaire dans les luttes*». Les travailleuses de la Cip seront également présentes : elles présenteront leur production. Les débats se poursuivront le samedi matin, suivi d'un repas à l'usine Copono Book, puis d'une conférence de presse à 16 H. D'autres usines sont attendues.

Pour clôturer ces deux journées, une soirée est organisée où sera notamment projetée la pièce de théâtre «*Le printemps des bonnets rouges*» (fresque sur les luttes passées en Bretagne), le film réalisé par les travailleurs de Caron Ozanne.

Nous suivrons avec intérêt les travaux qui vont se dérouler pendant ces deux journées, travaux qui doivent permettre d'avancer et de marquer un nouveau pas dans l'unité des travailleurs en lutte.

## Centre de tri Austerlitz

# L'ADMINISTRATION REPRIME

Une fois de plus, l'administration des PTT montre son vrai visage, celui d'une machine dévouée au capital.

Aujourd'hui ce sont les auxiliaires qui font les frais de cette politique d'austérité qui frappe l'ensemble des travailleurs. Au centre de tri Austerlitz, plusieurs viennent d'être licenciés (quoique puisse dire l'administration, le non renouvellement de contrats actuels sont bel et bien des licenciements camouflés).

Ces auxiliaires embauchés au mois d'avril-mai étaient engagés sous contrat de deux mois, lequel était habituellement reconduit en un «contrat à durée illimitée» et qui aujourd'hui se borne à un renouvellement de trois mois seulement. Pourquoi trois mois ? L'administration a récemment

affiché un «examen professionnel spécial» à l'intention des auxiliaires qui, en cas de réussite seraient titularisés dans un poste. Ces auxiliaires doivent pour se présenter à cet examen avoir SIX MOIS de tri, ce qui éclaire l'habile manipulation exercée par ladite administration.

En effet, cet examen crée des divisions et des affaiblissements au sein des auxiliaires et démobilise en grande partie les titulaires à qui l'on fait miroiter l'accélération des mutations, étouffant ainsi tout mouvement de mécontentement et appliquant en douceur la politique d'austérité ; réduisant le personnel alors que le manque d'effectifs se fait de plus en plus sentir. (transbord).

Enfin l'administration ne

recule pas devant les moyens de pression les plus bas, demandant comme le prouve cette lettre reçue par plusieurs camarades, les priant de donner leur démission ! Demande appuyée par les délégués CGT qui actuellement font exécuter ces lettres aux auxiliaires, venant les consulter à ce sujet.

D'autre part, on essaie d'intimider les travailleurs par une répression de plus en plus lourde à preuve la circulaire 7799-SG affichée dans les centres de tri visant à diviser les travailleurs, des délégués syndicaux par (treizième etc...)

## CHEZ CALBERSON : UN VRAI «GAULETIER»

calberson international

NOUS REPRÉSENTONS DE VOUS VOUS SÉRIER VOTRE LICENCIEMENT, A LA SUITE D'UN CONTRAT QUI A ÉTÉ ARRIVÉ A LA FIN, EN CE QUI CONCERNE VOTRE USAGE DES SERVICES DE LA CANTINE LE VENDREDI 22 OCTOBRE 1976.

D'UNE PART, A CETTE DATE, VOUS ÉTES EXCEPTIONNELLEMENT EN CONGÉ ET, D'AUTRE PART, VOUS AVEZ JAMAIS BÉNÉFICIÉ DE LA PART DE VOS SALAIRES DE LA CANTINE.

EN SUITE DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE LA CANTINE, VOUS ÊTES ENVOYÉ À PRENDRE LA DÉCISION CI-DESSUS INDICÉE.

VOUS VOUS PRONONCEZ D'ACCEPTER, MONSIEUR, NOS SALUTATIONS DISTINGUÉES.

C. BOURDIGNON

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## LE «SUICIDE» DE SOSTHÈNE

Sosthène Facelina, 50 ans, policier au commissariat de Charenton dans le Val de Marne est mort à son domicile à la suite de l'intrusion intempestive de plusieurs balles de pistolet dans sa tête.

Jean Paul Mourlat, 37

ans, policier de l'IGS (la police des polices) a été blessé d'une balle dans la poitrine également au domicile de Facelina. Tels sont les faits. A partir de là, on peut imaginer divers scénarios. Comment ces événements se sont-ils produits ?

S'agirait-il d'une sordide affaire de règlement de compte entre policiers pour des raisons invouables ? On n'ose l'imaginer. Quoiqu'il en soit, la police doit disposer d'un scénariste à l'imagination fertile, qu'aucun fait ne laisse désespéré.

Voici en effet la version officielle de l'affaire. Sosthène Facelina, suspecté d'avoir volé 500 F au commissariat de Charenton faisait l'objet d'une enquête disciplinaire. Il avait accepté une perquisition effectuée par le commissaire Mourlat de l'IGS, accompagné de deux inspecteurs. Selon la version officielle, au cours de la perquisition, Facelina saisit un pistolet P 38 sous une pile de linge, le porte à sa tempe. Mourlat tente de l'en empêcher, bousculade, un coup part blessant Mourlat qui lâche prise, Facelina se suicide alors de plusieurs balles.

Facelina devait aimer le travail bien fait pour trouver la force de se loger plusieurs balles dans le crâne... à moins qu'on ne l'ait aidé. Il est pour le moins étonnant qu'on délègue trois policiers pour perquisitionner un flic tout juste soupçonné, sans «présomptions formelles» d'après la police d'un vol d'une somme de 500 F, dont la police reconnaissait qu'il n'existait aucune certitude qu'ils aient été volés.

## Bilan de la pollution du Rhône par Uguine Kuhlman en juillet dernier 367 tonnes de poissons morts

Les représentants des Fédérations de pêche du Rhône, de la Loire, de l'Ardèche, de la Drôme et de l'Isère, se sont réunis le 6 novembre à Grenoble pour mettre au point l'action judiciaire qu'ils vont tenter à Uguine Kuhlman. On se souvient que le 11 juillet dernier, Pierre Bénite avait déversé dans le Rhône, vingt tonnes d'un toxique très dangereux, l'acroléine. Depuis les services de la protection civile ont ramassé 367 tonnes de poissons morts dans les 5 départements riverains. Le préjudice total (compte tenu que les poissons blancs valent dix francs le kilo et les carnassiers 25 F en moyenne), est évalué à 3 500 000 F. La Fédération de pêche du Rhône, la plus touchée, revendique 70 % des indemnités. L'ensemble des Fédérations, appuyées par la direction départementale de l'agriculture et avec l'accord du ministère de la qualité de la vie, tentera un «arrangement à l'amiable» avec PUK avant d'aller en justice. Là où la concertation sera moins facile pour PUK et le ministère, c'est avec les ouvriers de PUK Pierre Bénite et les habitants proches de la ville. En effet, depuis le déversement de l'acroléine, la section syndicale CFDT a engagé un travail contre la pollution de PUK à l'intérieur et autour de l'usine. Une association est en train de se constituer sur Pierre Bénite rassemblant ouvriers et habitants.

Si Barre distribuait des médailles à ceux qui appliquent le plus fidèlement sa politique, il réserverait sans doute la plus grosse à M. Guy Crescent, le patron de combat de chez Calberson.

A lui la vedette dans la lutte anti-syndicale et les brimades contre le personnel. Il ne fait pas bon revendiquer chez Calberson et dans ses filiales. Dernièrement, trente ouvriers qui avaient suivi un mouvement de grève se voyaient, pour des motifs futiles licenciés les uns après les autres. En vérité, ce qui leur était reproché : leur action militante dans le syndicat. Gare à celui qui se laisse prendre aux provocations des petits chefs, son sort sera vite réglé. Il y a chez Calberson, un «Gauleiter», justement là

pour s'occuper des récalcitrants. Voyons son dernier exploit : depuis trois mois, la société avait embauché un coursier, travailleur immigré venu du Cameroun, Thomas Eboum avait le tort, dès son arrivée dans l'entreprise, d'adhérer à la CFDT et de s'intéresser à l'activité à l'activité syndicale dans la boîte. Eboum, un jour de congé, décide de venir manger à la cantine et y invite un copain extérieur à l'entreprise. Pour «usage abusif de la cantine», Thomas Eboum était licencié.

Plus le patronat est incapable de juguler sa crise, plus il intensifie la répression. Mais les travailleurs de Calberson et ses filiales en sont conscients ; ils mettront tout en œuvre pour y faire échec.

Roger HARSEYNE

## 82<sup>e</sup> MORT A USINOR DUNKERQUE

### Suite de la p. 1

Et pourtant le jour précédent, un ouvrier avait constaté que le verrouillage de cette porte était défectueux, il l'avait signalé. Quinze jours auparavant, la société chargée de l'entretien des ascenseurs n'en avait vérifié qu'une porte sur cinq.

De plus, si le haut tour-

neau où l'accident s'est produit fonctionnait, alors que des ouvriers réparaient la tuyauterie, c'est parce que la direction l'avait remis en service prématurément pour faire échec à la grève des portiqueurs.

Usinor, assassin, nous vengrons nos camarades !

## LUTTES OUVRIÈRES

Caisses d'Épargne parisiennes

39<sup>e</sup> JOUR DE GRÈVE  
GALA DE SOLIDARITÉ MARDIQUAND «LES ÉCUREUILS»  
MORDENT A PLEINE DENTS  
DANS LE PLAN BARRE

«Qui est pour reconduire la grève ?» Pour la trente-huitième fois, comme chaque matin depuis le 6 octobre, des centaines de mains se sont levées, mercredi, à l'assemblée générale, rue du Louvre, en signe d'acquiescement : 826 exactement. Seules, quelques unes sont restées baissées : une goutte d'eau dans la mer !

Les «Écureuils» comme on les appelle ici, entament aujourd'hui le trente-neuvième jour de lutte. Où en est-on ?

Lors de l'assemblée générale très animée, un gréviste prenant la parole, fera le point en ces termes : «On peut comparer notre lutte à un match de boxe : les premiers rounds ont été en notre faveur, puis il y a eu un certain fléchissement. Mais depuis quelques jours, nous nous sommes ressaisis».

Parlant du déploiement des forces policières il y a quelques jours, devant l'hôtel Méridien ou la di-

rection donnait une conférence de presse, il ajouta «L'adversaire a choisi alors de porter des coups bas». Un employé, dans la salle commenta : «Ça prouve bien que la direction est en position de faiblesse.» Voilà qui est vrai : toutes les manœuvres de la direction depuis un mois n'ont pas eu raison jusqu'à ce jour de la combativité des «Écureuils» qui reste intacte.

Mais est-ce-à-dire que la direction est sur le

point de céder ? Pas encore ! Alors qu'elle vient d'affirmer «Nous ne négocierons que si le travail reprend», le gouvernement Giscard prenait à nouveau directement position, par l'intermédiaire de Beullac, qui, recevant une délégation de la CFDT déclara grosso modo «Qu'il n'était pas au courant».

UN ENJEU  
D'IMPORTANCE

Cette intransigeance et ce mépris sont dûs, bien sûr, au fait que les banquiers et autres pdg qui sont à la tête des Caisses d'Épargne, possèdent encore ce qu'on peut appeler quelques «moyens économiques», à savoir une trentaine d'agence dans lesquelles les non-

nution des traitements, c'est aujourd'hui, au tour des employés des banques d'être menacés : depuis quelques jours se sont ouvertes les premières discussions sur le renouvellement des conventions collectives : au Crédit Lyonnais, la direction affirme sans détour qu'elle est bien décidée «à supprimer certains avantages».

Tout cela quelques jours après seulement les déclarations de Barre au «Figaro» affirmant qu'il ne ferait «pas de concessions qui compromettraient l'effort national».

«Pour Giscard, il s'agit d'un test» nous dira un gréviste. En effet céder aux «écureuils», pour la bourgeoisie, c'est accepter que soit remise en cause l'application du plan Barre, c'est ouvrir une brèche qui pourrait bien s'élargir dans la fonction publique !

UNE COURSE  
DE VITESSE  
QU'IL FAUT GAGNER

Mais pour faire céder le gouvernement, il serait faux «d'attendre que ça se passe», de passer son temps unilatéralement à courir après la direction.

Nombre de grévistes le souligneront, «il faut tout faire pour rallier les non-grévistes à notre grève». Et c'est possible : «Je suis allé voir des collègues non-grévistes qui signent des pétitions en notre faveur. Beaucoup sont avec nous car ils sont choqués par l'attitude de la direction».

Voilà qui est positif, mais il s'agit de passer à un soutien actif, et non plus seulement sentimental en quelque sorte.

Bien sûr certains grévistes, ont peur des difficultés financières, mais les dizaines de chèques qui avant hier encore sont arrivés de toute la France à la fois des Caisses d'Épargne, des employés de nombreuses banques permettent de résoudre, au moins en partie, ce problème.

Et puis, il s'agit de montrer l'enjeu de cette lutte ! Non le plan Barre ne passera pas aux Caisses d'Épargne !

SMN et Saviem Caen

A NOUVEAU  
LE CHÔMAGE PARTIEL

La direction de la SMN, pour ne pas être en reste avec la Sidérurgie de l'Est, a annoncé qu'elle envisageait de mettre en chômage son personnel, entre Noël et le jour de l'An. Se plaignant du manque de commandes sur le marché international, mettant en avant «l'envahisseur japonais», plus compétitif que la SMN et qui lui vole ses marchés, notamment aux USA. Afin de démobiliser les travailleurs, les patrons ont placé la date éventuelle de chômage au moment des fêtes. Leur tactique de division n'est pas certaine de réussir selon leurs plans, car les travailleurs, après avoir encaissé les coups du plan Barre, réagiront sûrement à cette nouvelle atteinte de leur niveau de vie d'autant plus que du chômage est aussi prévu en

début d'année, janvier-février.

D'autre part, la SAVIEM qui est voisine de la SMN a elle aussi annoncé du chômage, mais cette fois de manière officielle. Les ouvriers doivent être en chômage à partir du 12 novembre pour une durée de plusieurs jours. Elle invoque le manque de commandes de camions alors que certains travailleurs font des heures supplémentaires et que les cadences augmentent.

Le plan Barre, petit à petit, essaye de se mettre en place. Il faut que les travailleurs de la région caennaise se préparent à y faire face en se mobilisant largement comme ils l'ont prouvé le 7 octobre où ils étaient plus de 10 000 dans la rue.

Corres. Caen



CABLES DE LYON CLICHY

Coup d'Etat dans  
le syndicat CGT !

La réintégration des deux militants, Daddamoh et Bouhadite, pour lesquels le patron avait fait appel à Beullac, n'a pas satisfait tout le monde.

Judi 4 novembre, l'union locale et le syndicat CGT des métaux de Clichy distribuait un tract annonçant sa décision de vouloir exclure du syndicat tous les militants combattifs dont le secrétaire et les deux réintégré, et tous ceux qui, «conscients ou non développent une orientation contraire à celle de la confédération». Et non content de voler au secours du patron en démantelant la section syndicale, l'UL-CGT de Clichy en appelle à la collaboration ouverte avec cadres et maîtrise, avec ceux là mêmes qui lors de la grève de mai-juin 75 attaquaient les piquets de grévistes.

Les dirigeants PCF de la CGT en sont amenés aujourd'hui

d'hui à sortir la grosse batterie pour «mettre au pas» les sections combattives. Cela ne fait que montrer leur inquiétude devant le nombre croissant de sections syndicales qui refusent d'attendre 78, qui mobilisent dès maintenant les travailleurs sur leurs revendications ; (aux dernières élections la CGT des Câbles obtenait 86 % des voix).

Expliquer aux travailleurs, qui refusent de telles pratiques dans leurs syndicats, qu'aujourd'hui le but de ces éléments minoritaires (et de plus extérieurs à l'usine), est de saper toute volonté de riposte IMMEDIATE au plan Barre, prendre contact avec toutes les sections syndicales et militants syndicaux déjà engagés dans la lutte et qui subissent ces attaques plus ou moins voilées, c'est la voie sur laquelle il faut s'engager aujourd'hui.

Corres. Clichy

grévistes sont regroupés, que certaines opérations sont donc effectuées. Mais la raison essentielle est ailleurs, les grévistes en sont de plus en plus conscients.

La lutte intransigeante qu'ils mènent, est bien la première riposte à l'attaque d'ampleur contre les conditions de travail et de vie que le gouvernement Giscard prépare dans la fonction publique. Attaque qui s'appelle plan Barre et qui est déjà engagée : si, en ce qui concerne les Caisses d'Épargne, c'est dès le 28 juillet, que Fourcade lui-même ordonnait la dimi-

Mardi 16,  
gala à la mutualité à 21 H

Ce gala est une initiative décisive dans la mesure où elle va faire connaître la lutte largement, permettre aux «Écureuils» de débattre avec les travailleurs des autres secteurs, sur «comment avancer ?». Ce gala qui est préparé activement non seulement par les grévistes mais aussi par des sections syndicales des banques, comme la section CFDT de la BNP, qui s'est proposée de vendre des bons de soutien, va permettre d'autre part de passer à ce qu'on appelle ici «le cran supérieur», donc de combattre une lassitude qui pourrait se faire jour si on en restait aux «classiques manifestations».

VICTOIRE DES OUVRIERS  
DE STEIN INDUSTRIE  
(A LYS LEZ LANNOY  
PRES DE ROUBAIX)  
CONTRE SECUREX ET  
LA POLICE MÉDICALE

En 1973, des ouvriers de Stein avaient refusé de se soumettre au contrôle de cette police médicale.

Depuis 1973, la CFDT est allée plusieurs fois en justice pour défendre les intérêts des travailleurs.

Aujourd'hui, Securex est reconnu comme illégal et la société Stein Industrie est condamnée à payer les indemnités complémentaires aux ouvriers qui avaient refusé le contrôle lors d'arrêts de travail, ou qui n'avaient pas voulu le reprendre malgré l'ordonnance Securex.

C'est là un apport positif pour les ouvriers qui dans divers points de France luttent contre la police médicale ou les médecins patronaux.

Des sympathisants du PCRM à Roubaix.

27 NOVEMBRE A PARIS :  
6 HEURES DES TRAVAILLEURS  
SOCIAUX A LA MUTUALITÉ

Les représentants, mandatés par les assemblées générales des écoles de Laxou, Nancy et Caen, réunis ce week-end à Caen ont fait les constats de la situation financière désastreuse des travailleurs sociaux en formation.

Ils refusent l'aumône que sont les bourses DAASS (150-495 F) et les contrats de formation qui les lient pendant huit ans et impliquent un contrôle renforcé de leur formation par les employeurs.

Ils appellent aux 6 heures des travailleurs sociaux à Paris le 27 novembre pour faire le bilan de la mobilisation et prévoir une coordination nationale.

NORTON (LA COURNEUVE)  
5 DÉLÉGUÉS MIS A PIED POUR  
FAIT DE GRÈVE

La direction vient de mettre à pied cinq délégués CGT. Le motif invoqué est que ces militants syndicaux ont tenu des assemblées de travailleurs dans les ateliers le 25 octobre. La combativité s'est accrue dans l'usine Norton ; notamment à l'occasion du 7 octobre. La question de la lutte à plus grande échelle se pose nettement. C'est ce qui inquiète la direction et c'est ce qui motive cette répression. De Richeumon, le directeur, espère ainsi désamorcer la colère des travailleurs, les empêcher de lutter contre la baisse du pouvoir d'achat qu'ils subissent, notamment par le chômage partiel.

TROYES : GREVE VICTORIEUSE  
CONTRE LA RÉPRESSION

A Troyes, le vendredi 5 novembre, la veille de la visite dans cette ville de Barre, deux ouvriers des bonnetteries Vittoux étaient licenciés. Seule raison : ces ouvriers étaient allés dire leurs quatre vérités à la maîtrise.

Le jour même, 115 des 120 travailleurs de l'atelier se mettaient en grève. Mardi 9, Vittoux est obligé de céder : les deux ouvriers sont réintégré.

# POLITIQUE

## Protestations massives contre la collaboration Savak-Poniatowski

Pour protester contre la collaboration entre Poniatowski et la SAVAK, Gestapo iranienne, la CISNU (Confédération des Étudiants Iraniens), a organisé de nombreuses manifestations dans le monde entier.

Aux USA, des manifestations ont eu lieu à Chicago, Los Angeles, Miami, Washington, San Francisco, avec des sittings de 24 heures devant les ambassades et consulats français ; à Houston, les manifestants se sont heurtés aux forces de l'ordre qui ont opéré 95 arrestations, obligeant les étudiants rattachés à verser une caution de trois dollars pour leur libération. Une collecte est actuellement organisée aux USA. D'autre part, plusieurs grèves de la faim se déroulent actuellement, à Lund, en Suède, à Rome et à El Paso au Texas. Des manifestations sont prévues à Bonn et Berlin, sur le même thème que les autres manifestations et grèves de la faim : libération immédiate des deux détenus iraniens, accusés arbitrairement d'avoir tiré sur un responsable de la SAVAK en France, et levée des mesures d'expulsion frappant six Iraniens, au-

jourd'hui réfugiés en Suède, et qui, ayant passé la soirée avec les deux emprisonnés, peuvent témoigner qu'ils n'ont nullement tiré sur ce conseiller de la SAVAK.

D'autre part, à Grenoble, la police a procédé à des perquisitions, sans mandat du juge d'instruction, chez des étudiants iraniens, parmi lesquels, la femme d'un des expulsés, et ce, en l'absence de celle-ci. Dans le même temps, la SAVAK procédait en Iran, à ce genre d'opération, chez les familles des six Iraniens expulsés de France.

Enfin, les organes gouvernementaux iraniens font état d'une décision gouvernementale française d'interdire tous les meetings de la CISNU en France (à la Cité Universitaire comme ailleurs). La récente visite de Giscard chez le dictateur iranien et les entretiens prolongés entre ces deux personnages, ont du aider à la prise de cette décision, non encore officielle en France. Car la collaboration des forces de Poniatowski et celle de la Gestapo du Chah se développe contre les peuples d'Iran.

## NON A LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE EUROPÉENNE

Suite de la p. 1

Sont considérées par principe comme dépourvues de mobiles politiques les infractions suivantes : piraterie aérienne, prises d'otages, enlèvements, séquestrations, utilisations de bombes, grenades, usage d'arme à feu, attentats contre les diplomates. Cette exclusion de la sphère des délits politiques peut s'étendre selon le bon vouloir des Etats à tous les actes de violence contre les personnes et même contre les biens. Dans le vaste cadre défini sans trop de précision, à dessein rentrent non seulement l'utilisation de la violence révolutionnaire, mais également la séquestration de patrons ; l'occupation d'usines, d'administrations...

Tous ceux qui seront accusés d'avoir commis ces «délits» ne pourront plus bénéficier du droit d'asile. C'est dans les faits la suppression du droit d'asile en Europe pour les ressortissants européens. Par exemple l'Irlande ou la Grande-Bretagne pourront obtenir automatiquement l'extradition des militants de

l'IRA réfugiés dans un pays européen.

Suppression du droit d'asile, assimilation du délit politique au délit de droit commun, collaboration étroite des polices et des institutions judiciaires, tels sont les principaux traits de cette convention scélérate. La sainte alliance policière des bourgeoisies européennes contre les peuples se renforce préventivement, alors que dans plusieurs pays européens, les crises politiques s'approfondissent ; les luttes se développent. La convention anti-terroristes vient compléter le renforcement des appareils répressifs de chaque Etat, renforcement dont la RFA donne un sinistre exemple qui inspire d'autres pays.

Sous prétexte de lutte anti-terroristes, la Communauté Policière Européenne se met en place, déjà sa répression se fait sentir (extradition de Grèce de l'allemand Rolf Pohle), demain elle risque de frapper des milliers de révolutionnaires, à moins que nos luttes n'écrasent cette institution scélérate.

## Mitterrand sur Antenne 2

### «UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE A PLUS DE CHANCE D'OBTENIR LE CONSENTEMENT SOCIAL»

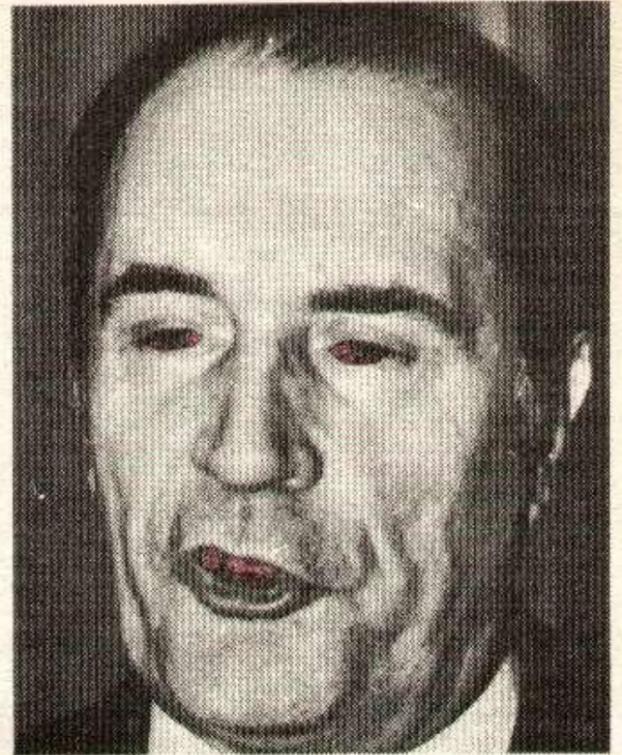
L'émission «C'est-à-dire» inaugurerait mercredi soir, une série sur les «grands leaders de la politique», Mitterrand en était le premier invité. Plein d'onction, tout en demi-teinte, esquivant les questions embarrassantes, le premier secrétaire du PS s'est attaché à donner l'image d'un futur responsable du gouvernement, apte à rétablir la confiance et le consensus.

Mitterrand s'est montré pour le moins modéré dans sa critique de l'action gouvernementale, reconnaissant que le gouvernement avait des circonstances atténuantes en raison de la crise mondiale : «Dans le cadre de la crise mondiale du capitalisme, il est très difficile de résister à l'usure du pouvoir». Que reprochait-il à ce gouvernement ? Non point l'exploitation forcée des travailleurs, ni sa politique d'austérité et de misère. Ses reproches se limitent à la critique de «l'imprévoyance de nos gouvernements» ; son analyse du plan Barre est aussi complaisante : «Beaucoup d'habiletés économiques, pas d'idée politique». Appréciation logique de sa part puisque le plan Barre, c'est le plan Mitterrand modifié légèrement. Tout naturellement, Mitterrand s'il n'ose affirmer aussi imprudemment que Rocarré qu'il souhaite le succès du plan Barre a quand même affirmé : «Il est triste que le gouvernement de la France ne puisse pas rétablir l'économie», ce qui revient à la même chose. Le PS

souhaite hériter d'une situation économique et sociale ni trop dégradée, ni trop tendue, pour ne pas avoir à céder au mouvement de masse.

Mitterrand s'est voulu rassurant et «responsable» aux yeux des patrons quand il a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas «développer les affrontements, ne pas créer de drames». Pour ceux des patrons à qui la gauche au pouvoir inspirerait encore des craintes, il a été plus clair : «La gauche au pouvoir ce n'est pas nécessairement le socialisme», et en ce qui concerne l'alliance avec le PCF pour montrer qu'il est bien le maître du jeu, les exemples de la Finlande, du Portugal où les P(C) ont dû quitter le gouvernement après l'avoir partagé avec les socialistes lui ont permis de faire sous entendre qu'il en serait de même.

A travers ces déclarations apparaît ce qui se passera si la gauche l'emporte aux législatives de 78. Un gouvernement Giscard-Mitterrand, appliquant une politique du même type que celle de Barre, avec la différence



que Mitterrand pense que «le gouvernement de la gauche a plus de chance d'obtenir le consentement social». Autrement dit, ce gouvernement de gauche fera appel aux directions syndicales pour empêcher que les travailleurs ne luttent, pour leur faire accepter l'austérité.

C'est donc pour subir

une telle politique, pour accepter ce qu'aujourd'hui nous refusons que les directions syndicales, les partis de gauche appellent les travailleurs à modérer leurs luttes à attendre les législatives de 78.

S. LIVET

## Encore 4 Corses en prison

La journée «île morte» organisée mardi 9 novembre, en Corse, pour protester contre l'emprisonnement de cinq militants corses inculpés pour une prétendue participation à l'attaque de l'aéroport d'Ajaccio en septembre dernier, a remporté un très large succès.

«Jamais, depuis 1945 le nazisme n'a été aussi glorifié qu'aujourd'hui» reconnaît le ministre de l'intérieur ouest-allemand. Les néo-nazis de ce pays viennent en effet de créer le prix Freda Wnasthoff, qui récompenserait, selon la CGT des cheminots et transporteurs, qui fait état de cette information, la décision de Giscard de ne plus célébrer le 8 mai 1945. Et Giscard aurait reçu discrètement s'entend, souligne la CGT, le chèque de treize mille Marks

Devant l'ampleur du mouvement, les principaux responsables autonomistes corses ont annoncé leur intention de durcir leur action si les cinq détenus n'étaient pas immédiatement libérés.

Vendredi, en fin de matinée, la chambre d'accusation de Lyon décidera de la mise en liberté des quatre derniers détenus, après avoir, mercredi dernier, décidé de celle de Toussaint Cipriani, suite à l'aggravation de son état physique : Cipriani a dû être hospitalisé d'urgence à l'Hôtel-Dieu de Lyon.

Les quatre autres emprisonnés font depuis près de vingt jours, la grève de la faim. Dominique Alfonsi, Armani, Capretti et Pantaloni, sont en train d'agoniser dans les prisons de Lyon.

Ils entendent protester ainsi contre leur inculpation illégale et arbitraire : organisateurs de la mani-

festation, qui devait se terminer à l'aéroport d'Ajaccio, ils sont inculpés pour le dynamitage du Boeing d'Air France sur cet aéroport. Toutefois aucune preuve n'existe contre eux, pouvant établir leur participation directe à cet attentat. Qu'importe, le fait qu'ils soient Corses, pour Poniatowski est déjà une raison suffisante, pour les arracher à leur terre, et les déporter à Marseille d'abord à Lyon, ensuite. Ils ont été placés de force sous perfusion. Le pouvoir a peur de les voir mourir dans ses prisons. Il est probable que vendredi, la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Lyon décidera de leur mise en liberté. Ce serait une victoire pour le peuple corse. Si la décision devait être leur maintien en prison, la mobilisation populaire en Corse connaîtrait alors une intensité dont le succès de la journée «île morte» n'a été que le prélude.

«Le PCF n'est pas content. Il proteste auprès du conseil constitutionnel parce qu'il est le seul parti, dans la semaine précédant les législatives partielles de dimanche, à n'avoir pas eu accès à la télévision. Effectivement, Mitterrand était encore à «c'est-à-dire» mercredi soir, et Marchais n'a pas eu l'occasion de montrer le bout de son nez. Renforcer le poids relatif du PS dans l'union de la gauche, telle est bien, en effet, l'orientation de Giscard, surtout dans des élections soigneusement choisies pour que les candidats de la majorité ne soient pas trop en danger.

«Au cours d'un meeting électoral à la Mutualité, à Paris, Eilenstein, jeune loup du parti révisionniste, s'est prononcé en faveur de la force de frappe nucléaire, attribuant la même position à Louis Baillet, spécialiste des questions militaires du PCF. Piquet, membre du secrétariat, s'est empressé de préciser que jusqu'ici, la position de son parti est «négative vis-à-vis de la force de frappe».

## INTERNATIONAL

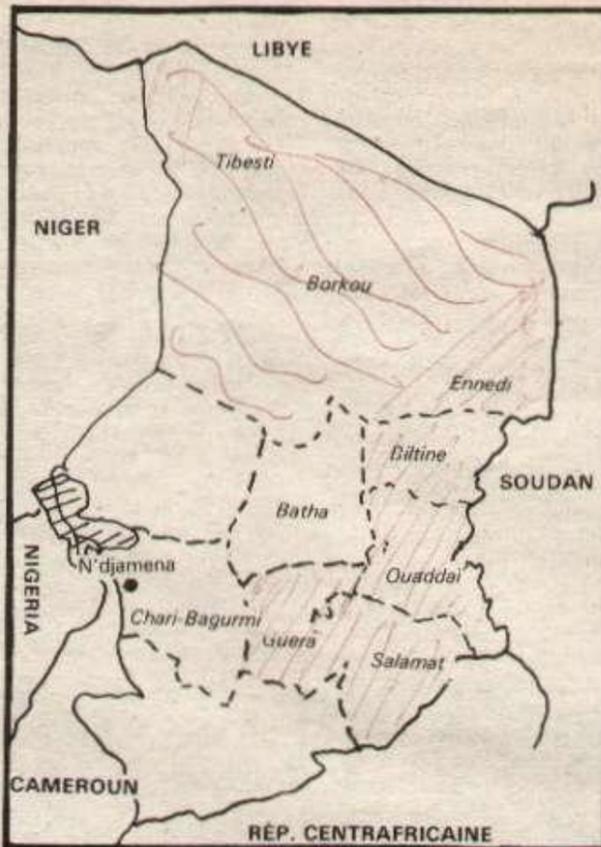
## Tchad

LE FROLINAT CONTRÔLE  
UNE GRANDE PARTIE  
DU PAYS

Le Frolinat (Front de Libération du Tchad) a annoncé mardi soir que Madame Claustre était entre ses mains, après la fuite de Habré, qui la tenait en otage. Le Frolinat a déclaré qu'il était «une organisation politico-militaire responsable, qui ne prend pas d'otages. Nous ferons une enquête à son sujet (Mme Claustre) et si elle est innocente, elle sera libérée. Le cas du pasteur Paul Horala, qui avait été arrêté puis libéré par notre mouvement, peut servir de précédent».

Jusqu'à ces derniers temps, le Frolinat contrôlait la province d'Ennedi, de Biltine, d'Ouaddai, qui est le premier territoire libéré, de Salamat et du Guéra. Dans d'autres provinces, comme le Batha et le Chari-Baguirmi, le Frolinat poursuit des actions de propagande. Habré, chef d'un groupe de rebelles, contrôlait le nord du pays, le Tibesti et le Bourkou. Après la fuite d'Habré, ces provinces sont entre les mains du Frolinat, qui contrôle désormais une grande partie du pays.

Depuis six mois environ, Habré était isolé. Le chef militaire Bougouni



qui vient de faire la jonction avec le Frolinat avait déjà quitté les troupes de Habré depuis avril. Le communiqué du Frolinat a précisé que les cadres de cette armée «ont à l'unanimité prononcé l'exclusion et la mise hors-la-

loi du dénommé Hissène Habré, agent provocateur qui fut cause de dissensions et d'exactions de toutes sortes dans le Tibesti et le Bourkou». Le Frolinat a accusé Habré d'être un agent de la France et de l'ancien président du Tchad, Tombalbaye, renversé en avril 75 par le Général Malloum.

## Elections au Maroc

PERSPECTIVES  
MINISTÉRIELLES  
POUR LES PARTIS,  
RÉPRESSION POUR  
LES MASSES

Aujourd'hui doivent avoir lieu au Maroc les élections municipales : c'est la première étape d'un processus de «démocratisation» qui doit être suivi d'élections législatives au printemps. Il s'agit de concessions aux partis de l'«opposition», qui sont alléchés par la perspective d'une monarchie constitutionnelle qui leur donnerait la possibilité de participer au gouvernement. Ces élections ne changeront rien à l'absence totale de libertés démocratiques : emprisonnement de centaines de révolutionnaires et de progressistes, assassinats, tortures, censure

de la presse. Maniant la carotte pour les politiciens bourgeois de l'Istiqlal, de l'USFP et du PPS et le bâton d'une féroce répression contre les masses, Hassan II n'en est pas à sa première opération démagogique : il y a un an, sa «marche verte», montée de toutes pièces par le pouvoir, contrôlée et encadrée de bout en bout par l'armée et la police, avait reçu le soutien de la fausse gauche et des révisionnistes marocains : sous prétexte de «nationalisme», ils donnaient leur caution à une agression contre le peuple sahraoui, destinée à assurer le contrôle de

l'impérialisme sur les mines de phosphate situées dans le territoire du peuple sahraoui.

Aujourd'hui, loin de créer l'«unité nationale» dont rêvait Hassan, la guerre du Sahara n'a fait qu'accroître le mécontentement du peuple et affaiblir son pouvoir : de plus en plus les soldats refusent de faire contre un peuple frère une sale guerre ; l'effort de guerre alourdit considérablement le budget de l'Etat (un tiers des dépenses) et le pouvoir monarchique a eu recours au blocage des salaires et à un emprunt forcé pour faire payer au peuple marocain les frais de son entreprise expansionniste.

Aujourd'hui, le pouvoir monarchique, expression d'une bourgeoisie collaboratrice qui vend le pays à l'impérialisme, tente de se raccrocher à l'opposition légale : c'est peine perdue, car le peuple a de moins en moins d'illusions sur ces partis qui depuis des années mentent les faveurs d'un régime qui emprisonne leurs militants les plus combattifs. La lutte victorieuse du peuple sahraoui, les luttes des travailleurs et de la jeunesse au Maroc sont les éléments déterminants de la situation.

LES PARTIS DE  
L'«OPPOSITION LÉGALE»

— L'Istiqlal : c'est le parti de la bourgeoisie marocaine, qui a récupéré le mouvement anti-colonial et a signé les accords néo-coloniaux d'Aix-les-Bains octroyant l'indépendance.

— L'USFP : c'est l'ancienne UNFP de Ben Barka. Celui-ci avait déclaré dès 1963 qu'on ne pouvait rien obtenir dans le cadre du régime et qu'il fallait le combattre. Alors que le roi fait assassiner Ben Barka en 1965, l'organisation s'enfonça de plus en plus dans la voie de la collaboration. De nombreux militants la quitteront sur des bases révolutionnaires.

— Le PPS : c'est l'ancien «parti communiste» branche marocaine du PCF, devenu PLS, interdit, et qui a lamentablement monnayé sa légalisation en échange du soutien à l'agression contre le peuple sahraoui. Ses dirigeants sont les avocats d'Hassan II dans les pays du Tiers-Monde.

ZIMBABWE : LA LUTTE  
REDOUBLE D'INTENSITÉ  
RECONNAISSENT  
LES RACISTES

Alors qu'Ivor Richard, président britannique de la conférence sur l'indépendance du Zimbabwe vient de rentrer à Genève, il a déclaré qu'il souhaitait que les négociations n'en restent pas au problème de la date de l'indépendance et que la Grande-Bretagne ne voulait pas assumer ses responsabilités de puissance coloniale. Sur ces deux points, le gouvernement britannique s'oppose ouvertement aux exigences des patriotes du Zimbabwe, puisque ceux-ci veulent qu'on fixe d'abord la date de l'indépendance et refusent de négocier avec Smith en tant que chef du gouvernement.

Robert Mugabe, de la délégation de la ZANU a déclaré à ce sujet : «Jamais et à aucun prix, les mouvements de libération du Zimbabwe n'accepteront un délai excédant une année pour la proclamation de l'indépendance... Nous n'attendons pas non plus que les super-puissances envoient des troupes pour aider Smith car alors nous

continuerons la lutte armée sans aucune aide car là est notre fierté».

Mugabe a ajouté que les patriotes du Zimbabwe n'avaient jamais accepté le «plan Kissinger» dont se réclame Smith, et que le Zimbabwe libre serait un Etat socialiste et non aligné.

Alors que l'agression des racistes rhodésiens a été repoussée au Mozambique, ceux-ci subissent toujours les coups de la guérilla au Zimbabwe : ils signalent eux-mêmes des combats en différents points du pays. Ils reconnaissent que l'extension de la guérilla a doublé depuis le début de la conférence.

● AFRIQUE DU SUD : La police raciste a procédé à une importante rafle dans un quartier de Soweto lundi dernier. Elle a arrêté plusieurs dizaines de jeunes noirs.

LIBAN : LES FORCES ARABES  
SYRIENNES CONTRÔLENT BEYROUTH

Après quelques jours de retard, dû aux exigences des forces fascistes libanaises, les troupes syriennes, sous le couvert des forces arabes, ont avancé vers Beyrouth, démantelant toutes les bases de la montagne. Elles ont ouvert le grand axe, Damas-aéroport, et se sont installées dans la capitale, dans les deux secteurs, fasciste et national.

Alors que les forces arabes avaient arrêté tout combat, les forces fascistes ont lancé une roquette dans le quartier de Hamra, quartier de la zone nationale, tuant trois infirmiers et un chauffeur d'ambulance. Des manifestations fascistes ont eu lieu dans le secteur occupé par eux contre les troupes syriennes, considérées comme une troupe arabe, donc étrangère. Devant la peur des dirigeants fascistes face aux troupes syriennes, le président Sarkis les a soulagés en leur affirmant que les troupes arabes ne pourraient pas perquisitionner dans le secteur, ce qui revient à dire que les forces fascistes garderaient leurs armes, feraient leur propre police.

Cela n'était pas prévu dans les accords de Ryad et du Caire.

Jourblatt, dirigeant du mouvement national libanais a déclaré qu'ils se «sont opposés à l'entrée des forces syriennes par le passé car elles étaient venues soutenir les isolationnistes...»

Maintenant que ces forces interviennent au sein de la force de dissuasion arabe au Liban, et en vue de mettre en échec le projet de création d'un Etat maronite, nous ne pouvons que nous

féliciter de leur intervention».

Au moment où les troupes syriennes démantèlent des forces nationales à Beyrouth, les sionistes ont envoyé six véhicules blindés stationnés dans un village occupé par les fascistes vers le nord. Ces véhicules ont été stoppés par les forces patriotiques du sud. Que vont faire les troupes syriennes devant la menace d'occupation du sud par les Israéliens ? Vont-ils continuer leur politique anti-patriotique et laisser aux sionistes les mains libres ?

## BARRE EN ÉGYPTE

Barre arrive aujourd'hui en Egypte, accompagné de l'inévitable ministre du commerce extérieur, Rossi. La construction du métro du Caire dont la France a obtenu le marché sera une des questions discutées car il n'y a pas de ressources financières pour l'alimenter.

D'autres projets d'équipements lourds sont en cours de réalisation dont une centrale électrique à Abou-

kir. La conquête des marchés du Tiers Monde apparaît ainsi comme l'aspect essentiel de la politique française à l'égard de l'Egypte.

Cette coopération devait permettre à l'Egypte d'installer des usines d'armement sur son territoire. Jusqu'à présent ces projets sont bloqués par l'impérialisme français.

● ITALIE : Le fonds monétaire international a imposé à l'Italie qu'elle lève de nouveaux impôts, que les salaires soient bloqués en un mot que l'austérité soit encore plus grave pour l'Italie en échange de prêts. Le plan d'austérité défini par Andreotti a été adopté par l'assemblée Nationale italienne grâce à l'abstention du PCI qui poursuit ainsi son soutien ouvert à la politique de la démocratie chrétienne contre la classe ouvrière. Dans toute l'Italie des grèves se développent contre le plan d'austérité.

● ATTENTAT CONTRE RAYMOND EDDÉ : Raymond Eddé notable chrétien opposé à l'intervention syrienne a échappé à un attentat dans Beyrouth. Selon ses premières déclarations, il soupçonne les troupes syriennes d'être à l'origine de cette tentative.

● FINLANDE : Le gouvernement menace de limiter le droit de grève et de réquisitionner pour venir à bout de la grève des cheminots en lutte pour l'abaissement de l'âge de leur retraite.

## INTERNATIONAL

## Nouvelles de Palestine occupée

CONDAMNATIONS ET JUGEMENTS DE PALESTINIENS

**Gaza :** Le tribunal militaire a condamné Abdel Samih à trois ans de prison pour appartenance au FPLP et Selman Abou Akl à 4 mois de prison pour n'avoir pas averti les autorités sionistes qu'une bombe allait exploser lors de la «Journée de la Terre» le 30 mars 76.

**Lod :** Lors du procès militaire qui s'est ouvert à Lod pour juger quatre Palestiniens accusés d'appartenir à une organisation, Felicia Langer, une avocate israélienne a dénoncé les tortures qui sont employées par les policiers israéliens pour arracher des aveux des Palestiniens.

**Naplouse :** Quatre étudiants palestiniens ont été condamnés par le tribunal militaire de Naplouse : K. Ibrahim à un an de prison et 9000 livres Israéliennes de caution, Amin Haddad à deux ans et demi de prison, Roubhi Hajj Daoud et Zouheir Haddad à 6 mois et 3 mois de prison avec paiement d'une caution. Ils sont accusés d'appartenir à une organisation palestinienne, de militer dans l'organisation de jeunesse, de fabrication de bombes, de pose de barricades et d'auto-défense avec des pierres face aux soldats israéliens.

**Al Khalil :** Les jeunes arrêtés il y a un mois à Al Khalil sont accusés par le tribunal militaire de la ville de s'être rassemblés sans autorisation sioniste, d'avoir violé la sacralité d'un lieu religieux, d'avoir commis des pertes aux biens de l'armée s'élevant à un demi-million de Livres israéliennes. Il est clair que ces accusations après six mois de détention visent à aggraver la condamnation des jeunes d'Al Khalil.

Face à ces détentions qui montrent la politique terroriste de l'occupation, plusieurs villes ont envoyé des messages de protestations au ministre de la défense et aux gouverneurs militaires de Cisjordanie pour exiger la libération des prisonniers d'Al Khalil. La lettre de la ville de Tulkarm dénonce les tortures employées dans les prisons pour faire «avouer» les détenus, les cautions énormes qui sont exigées, cautions qu'aucune famille ne peut payer.

**Ramallah :** Deux Palestiniens sont accusés d'avoir préparé l'exécution de traîtres. Le jugement a dû être repoussé.

### GRÈVE EN CISJORDANIE

Les chauffeurs de taxi ont décidé d'engager une grève illimitée à partir du 29 octobre pour protester contre l'augmentation de l'assurance décidée par les autorités sionistes. Cette décision est une violation des accords de Genève relatifs à l'administration des territoires occupés.

### LES FAMILLES PALESTINIENNES À YAFFA (JAFFA)

Plus de 1000 familles palestiniennes de Yafa vivent dans la plus grande misère : les logements sont délabrés, étroits. Quinze familles environ ont été obligées d'habiter dans des écoles délaissées. Les sionistes détruisent de plus en plus les maisons des Palestiniens pour construire à la place des immeubles réservés aux colons.

Depuis quelques temps, une compagnie immobilière «Hilmittz», appartenant à l'État, affiche partout sa publicité sur une vente d'appartements à des Arabes de Yafa. Il ne s'agit que d'une opération électorale, (car les Palestiniens résidant dans les terres occupées en 48 peuvent voter), car aucune famille palestinienne ne peut payer le prix de ces appartements. Ceux-ci sont, dès le départ, destinés aux colons.

### UN MÉDECIN PALESTINIEN VEUT RESTER DANS SON PAYS

Les autorités sionistes ne veulent pas renouveler la carte de séjour d'un médecin de Ramallah, docteur Tarek Khalaf. Il est le seul spécialiste des articulations dans la ville et il risque d'être chassé de son pays. C'est une pratique courante des sionistes envers les médecins qui soignent leur peuple. Des messages de protestations ont été envoyés par toutes les organisations de masse de Bireh, Ramallah et Birzeit qui exigent que le Dr Tarek Khalaf reste en Palestine.

### LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE EN PROFITE

Pour le pèlerinage à la Mecque, auquel on fait les masses populaires ne participent que faiblement, les autorités sionistes ont pris des dispositions pour empêcher ce pèlerinage. Il est autorisé aux seules personnes âgées de plus de 25 ans (les sionistes ont peur des jeunes), et il est interdit de rester en dehors du pays plus de 6 mois. Il s'agit d'une menace d'expropriation en cas d'absence. Ensuite, les Israéliens ont interdit aux compagnies de bus de Cisjordanie d'assurer le voyage. Profitant de cette situation, le régime jordanien a haussé les prix de ses transports. Les bus jordaniens exigent 1200 dinars de la population palestinienne alors que les prix demandés par les compagnies de Cisjordanie étaient de 700 dinars.

● L'UNESCO envisage d'envoyer une délégation pour enquêter sur la situation culturelle des masses palestiniennes dans les terres occupées en 67 (Cisjordanie et Gaza).

## Espagne : Aujourd'hui grève générale

# NOUVELLE COORDINATION DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Interview de Juan Domingo Lindé délégué licencié de Motor Ibercia Barcelone, membre de la «coordination générale provisoire des commissions ouvrières»

Aujourd'hui doit avoir lieu dans toute l'Espagne une grève générale contre le programme économique d'austérité du gouvernement. Cette grève a lieu alors que de nombreuses luttes se sont développées ces dernières semaines (bâtiments, mines). En même temps, dans les commissions ouvrières, on assiste à un approfondissement des contradictions entre les travailleurs en lutte et les réformistes, à une clarification dont témoigne l'interview que nous publions aujourd'hui.

—QDP : Peux-tu nous préciser comment s'est déroulée la réunion de dimanche et quelles décisions ont été prises ?

—J.D.L. : L'assemblée a réuni 800 personnes venues de toutes les régions et nations de l'Espagne à titre individuel mais, de toutes façons très représentatives, des délégués, des présidents de syndicats, tels Carlos Goycochea. Il y avait des délégations du Pays Valencien, des Iles Baléares, Murcie, Madrid, Andalousie, Extremadure, Galice, Pays Basque, Aragon, Asturies, Santander, Vieille et Nouvelle Castille, des Canaries... Pour chaque province, toutes les branches étaient représentées. Pour la Catalogne nous étions 150, de toutes les «comarcas» et de toutes les branches. Ainsi, nous pouvions compter avec une délégation représentative de la SEAT.

Il y a eu 4 exposés présentés par :

o Pedro Cristobal de la délégation extérieure, pour présenter l'objet de la réunion.

o Luis Royo, sur l'histoire des commissions ouvrières et du processus qui nous a conduit à l'assemblée de dimanche.

o Jeronimo Lorente sur l'alternative syndicale que nous représentons.

o Blanca Mangano, déléguée licenciée de Standard ITT sur les luttes revendicatives. Par la suite, il y a eu une intervention de José Barroso, leader du métal d'Andalousie expliquant en quoi notre lutte était la seule issue pour sortir l'Andalousie de la situation de chômage et d'exil dans laquelle elle est plongée. Il y a eu aussi une intervention de Gonzalez Sanchez Fernandez, leader des ouvriers agricoles d'Andalousie.

En ce qui me concerne, j'ai présenté un rapport sur la question des nationalités.

Quatre grandes décisions ont été prises :

1) impulser les luttes pour les revendications, contre les mesures économiques du gouvernement, pour les libertés démocratiques.

2) impulser la célébration d'assemblée unitaires de travailleurs dans les entreprises pour y créer des syndicats unitaires.

3) les participants s'engagent à diffuser les accords passés.

4) travailler à la coordination de tous les syndicats unitaires ainsi créés en vue de la tenue d'un congrès syndical constitutif.

Il y a été créé une «coordination générale provisoire des commissions ouvrières» de 30 membres composée de représentants : la Catalogne, Euskadi, l'Andalousie, la Galice, Madrid, Valence, la Castille, les Asturies, Murcie, l'Aragon, Extremadure, les Ca-

accord avec les traditions des commissions ouvrières. Lors de la dernière assemblée, deux voies distinctes se présentaient : la 1ère représentée par la COS consistait à affilier massivement les travailleurs à une confédération de plus, la seconde consistait à construire effectivement le syndicat ouvrier.

Il s'agissait de deux voies complètement distinctes et nous avons décidé de rompre avec la COS car nous ne pouvions plus avancer ensemble. Naturellement, nous souhaitons retrouver ces camarades dans la lutte, s'ils le désirent.

—QDP : Quelles conceptions doivent présider se-

et il a fait de la propagande pour sa confédération. En une demi-heure, il est parvenu à affilier 12 personnes, comme tu le vois il s'agit uniquement d'adhésions formelles, individuelles, pas d'une véritable organisation des travailleurs.

—QDP : Concrètement que représente la nouvelle coordination ?

—J.D.L. : D'abord il y a déjà un certain nombre de syndicats constitués par branches régionales qui représentent là où ils existent 90 % des travailleurs concernés citons : les syndicats de la construction de Galice, Burgos, Leon, Malaga, le syndicat du Taxi de Madrid, le métal de Valencia la totalité des branches



naries, les Baléares, de plus il a été créé une commission permanente de 6 membres :

Luis Royo, Geronimo Lorente leader des postiers, Antonio Castillo, Juan Miguel Ibarola, Juan Domingo Lindé, tous leaders syndicaux connus et bénéficiant de l'appui des masses, cet ensemble de décisions signifie la rupture avec l'actuelle «coordination syndicale des commissions ouvrières».

—QDP : Quelles sont les raisons de cette scission ?

—J.D.L. : Pour nous, il s'agissait d'assurer la continuité des principes qui ont toujours guidé les commissions ouvrières depuis leur création.

En créant la coordination syndicale des commissions ouvrières, (COS) les dirigeants actuels ont consacré la division syndicale, ils ont simplement voulu un syndicat comme les autres UGT et USO et nié tout ce qu'ont été les commissions ouvrières.

Pour nous, il s'agit au contraire de créer un syndicat de type nouveau en

fonctionnant à la création des syndicats unitaires ?

—J.D.L. : Concrètement, c'est sur la base des assemblées d'usine, qu'une commission est élue chargée de rédiger des statuts qui doivent être ensuite présentés aux travailleurs pour être approuvés ou rectifiés.

—QDP : Il y a malgré tout une adhésion individuelle ?

—J.D.L. : Les statuts précisent les normes de l'affiliation, mais celles-ci doivent être fixées par l'ensemble des travailleurs.

—QDP : Comment s'y prennent les révisionnistes quant à eux ?

—J.D.L. : Ils proposent uniquement une adhésion individuelle, sans assemblée, à une organisation où les travailleurs n'ont aucune part. Par exemple il y a une semaine, Torres dirigeant de la COS de Madrid, s'est mis à la porte du syndicat vertical

de Navarre, le Syndicat des postiers constitué au niveau national.

Ensuite il y a de grandes entreprises, où la majorité des travailleurs construisent le syndicat unitaire et rejettent les manœuvres de divisions de la COS ainsi à la SEAT de Barcelone, la COS n'a réussi à affilier qu'une centaine de travailleurs alors que dans les assemblées d'ateliers que nous organisons, ils se font jeter dehors par les travailleurs. (Il y a 27 000 ouvriers à la SEAT).

En plus, il y a de nombreuses usines plus petites où le processus est bien engagé. Dans la région, il y a par exemple Intensa, Harry Walker, et tout le métal de la ville de Ripoll où le syndicat est constitué.

—QDP : Quelle est la situation dans ton usine, Motor Iberica ?

—J.D.L. : Le travail d'assemblée est bien entamé avec une forte participation des travailleurs. Il y a un processus de discussion qui doit déboucher prochainement sur des élections.

(à suivre)

## CONDITIONS DE TRAVAIL

DES VIBRATIONS  
QUI TUENT A PETIT FEU LES TRAVAILLEURS

Interview d'un conducteur d'engin

Par René DUVAL

Des accidents comme Seveso ont attiré l'attention sur les risques engendrés par l'emploi inconsidéré des produits chimiques, que le capitalisme a développé au cours de ces vingt dernières années. Leur effet est insidieux et la responsabilité patronale est d'autant plus difficile à mettre en évidence.

C'est aussi largement le cas des nuisances dues aux agents physiques. Des centaines de milliers de travailleurs souffrent des conséquences de l'exposition aux vibrations, au bruit, à la chaleur, aux rayonnements, à la

pression... d'autant plus que ces nuisances vont souvent de pair : bruits et vibrations, bruit et chaleur.

L'industrialisation capitaliste s'est faite en développant très largement ce type de nuisances au point de faire croire que c'est une conséquence fatale du travail industriel, qu'on ne peut rien y faire, qu'on devra toujours travailler dans le bruit, la chaleur... Les patrons veulent bien reconnaître que cela mutilera un certain nombre de travailleurs mais expliquent que c'est en quelque sorte un «coût social» à payer, la version, pour

les nuisances physiques, de la fatalité, chère à la bourgeoisie pour expliquer les accidents et les catastrophes.

Qu'en est-il exactement ? Quelles sont les conséquences pour les travailleurs de l'exposition aux agents physiques ? Comment lutter ? Comment aussi, en modifiant complètement l'organisation de la production, la conception des usines et des machines, le socialisme pourra-t-il changer ces conditions de travail ? Voilà les questions auxquelles nous essaierons de répondre au cours de cette série d'articles.

—Le Quotidien du Peuple : Tu travailles sur un engin depuis combien de temps ?

—QdP : Qu'est-ce que tu ressens après sept ans de conduite d'un engin ?

—Ça fait sept ans. Je conduis une chargeuse sur pneus.

—Je commence à avoir une descente d'estomac. Et puis, le soir, quand on

descend de l'engin, oh a mal aux reins. Je le ressens quand je marche un moment ou quand je fais du sport. Ce soir, je devais aller à l'entraînement, eh bien je n'y suis pas allé à cause de ça. J'ai les jambes qui me font mal. De se tenir immobile dans la cabine, et de travailler avec les pédales, j'ai les muscles qui se bloquent. Quand je descends de l'engin, j'ai du mal à marcher, très souvent.

—QdP : Selon les statistiques, beaucoup de conducteurs d'engin s'arrêtent avant 40 ans. Qu'en penses-tu ?

—C'est sûr. Mais beaucoup s'accrochent parce que, sinon, ils font le manoeuvre. J'en ai connu un : il a travaillé pendant vingt ans comme chauffeur de camion, il faisait du tout terrain, c'est exactement pareil que de faire de l'engin ; quand il descendait de son camion, parfois, il se pliait en deux. Parfois, il ne venait pas travailler pendant deux, trois jours. Moi, ça m'arrive, surtout

en hiver, quand il fait froid et humide. Si je peux arrêter ce métier, j'arrête !

—Tout le temps, les vibrations ! Les engins n'ont qu'une suspension à lame. Quand on freine, on le sent ; il y a eu des accidents comme ça, des gars qui se sont enfoncés la cage thoracique. C'est un problème de fabrication. C'est robuste mais...

—QdP : Et le siège ?

—Il y a toujours une question de siège. Lorsqu'on roule sur la route avec son engin, comme il n'y a pas de suspension, quand on passe sur une tranchée rebouchée qui s'est un peu affaissée, on est secoué pendant trente à quarante mètres. On est obligé de freiner, tout travaille, c'est élastique !

—On nous dit : lorsque vous roulez avec un engin sur pneus, il faut dégonfler vos pneus ; pour le chantier, on devrait être à 2 kg et pour rouler dégonfler d'un kilo. Lorsqu'on va d'un chantier à un autre, on doit aller le plus vite possible, on n'a pas le temps de le faire, il faut avoir un gonfleur, une bouteille d'air, il faudrait vérifier la pression et avoir le matériel en conséquence. Il y en a qui en ont, mais ils l'achètent eux-mêmes.

—QdP : C'est une question de rendement ?

—C'est sûr, on n'en finirait plus, et le patron ne serait pas d'accord.

—QdP : Tu souffres de l'estomac ?

—Oui. Quand on a fini de manger et que l'on monte dans l'engin, c'est sûr.

—QdP : Le bruit ?

—C'est infernal. Quand ma femme met la télé, je suis obligé de lui dire de mettre plus fort, je n'en tends pas ; ça fait quelques mois que ça a commencé.

## QU'EST-CE QU'UNE VIBRATION ?

Un objet vibre lorsqu'il est animé d'un mouvement d'avant en arrière, de haut en bas, de gauche à droite, séparément ou tout à la fois.

On décrit la nature d'une vibration à l'aide de deux données :

—La fréquence : Elle traduit le nombre de déplacements fait par l'objet vibrant dans une seconde ; on l'exprime en Herz (Hz)

—L'amplitude : Elle traduit la grandeur du déplacement de l'objet au cours d'une vibration. Ces deux données sont importantes car l'homme n'est pas sensible aux vibrations de la même façon, selon qu'elles sont de basse ou haute fréquence, selon qu'elles sont de faible ou forte amplitude.

Pour bien comprendre les effets des vibrations sur l'homme, il y a une notion qu'il est important de bien comprendre : c'est la notion de résonance. Les objets vibrent plus particulièrement à des fréquences qui leur sont propres et que l'on

appelle fréquences de résonance. Si une source de vibration extérieure excite un objet à sa fréquence de résonance, c'est-à-dire qu'il est animé d'un mouvement de vibration dont l'amplitude augmente avec le temps, l'amplitude augmente avec le temps.

Pour bien comprendre cette notion de résonance, on peut prendre un exemple très concret. Vers les années 1840, un régiment traversa en marchant au pas un pont sur la Loire. La fréquence de la marche au pas était celle de résonance du pont. Le pont rentra donc en résonance et sous l'effet de l'amplification des vibrations se disloqua complètement. Tout le régiment tomba à l'eau. C'est d'ailleurs depuis cette époque qu'il est interdit de traverser un pont en marchant au pas. On voit mieux à partir de cet exemple, comment une vibration externe entrant en résonance avec le corps humain ou, plus particulièrement, avec certains organes peut occasionner des dégâts dans l'organisme.

Les solutions  
que les capitalistes refusent

La situation des travailleurs soumis aux vibrations est bien connue des capitalistes. Des solutions existent mais cela n'est pas «rentable». Il est plus rentable d'user un travailleur pendant quelques années puis de le remplacer quand le premier est hors d'usage.

Pourtant on sait lutter contre les vibrations. Le principe est simple, il s'agit de filtrer ou de déformer ces vibrations, de façon à atténuer l'intensité des vibrations, de façon aussi à éviter que l'organisme ne soit soumis à des vibrations à sa fréquence de résonance.

Sur un engin de chantier, sur un tracteur, par exemple, on peut :

- doter l'engin d'une suspension actuellement inexistante sur la plupart

des engins (pourtant on sait bien suspendre la totalité des voitures !) ;

- suspendre le siège.

Bien souvent, le siège du tracteur, c'est un vulgaire bout de tôle incurvée. Rien de tel pour transmettre les vibrations parfois même les amplifier.

L'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité) décrit un siège de type oléopneumatique pouvant filtrer les vibrations verticales ; le facteur d'atténuation est en moyenne trois fois supérieur à celui d'un siège classique. Mais ce prototype, mis au point il y a trois ans, n'est toujours pas commercialisé ! Pour les marteaux-piqueurs ou les outils vibrants plus généralement, le problème est très voisin. Il est

possible d'affaiblir par un facteur 10 les vibrations en utilisant divers procédés (filtre pneumatique et absorbeur dynamique).

Mais d'une façon générale, sans même poser la question d'une amélioration technique, la réduction du temps d'exposition est la méthode la plus efficace pour éviter les risques graves pour la santé des travailleurs que représente l'exposition aux vibrations.

Mais pour les capitalistes, la recherche technologique porte plus sur les améliorations de rentabilité que sur l'amélioration des conditions de travail. On voit, sur cet exemple, combien une société socialiste partant des besoins des travailleurs est nécessaire pour résoudre ces problèmes.



# DANS NOTRE COURRIER

## Châlons-sur-Marne du 23 au 27 novembre

Mardi 23 nov.	17 H	Rencontre avec J.I. Morange et Chanson
	21 h	Récital J.F. Morange
Mercredi 24 nov.	20 h 30	«Bonne chance la France»
		Cinéma
Jeudi 25 nov.	16 h	Rencontre avec les Editions des Femmes
	21 h	Débat
Vendredi 26 nov.	20 h 30	Travail théâtral (inscription jusqu'au 23 nov. MJC)
Samedi 27 nov.	14 h	Exposition - rencontre avec Arts Plastiques à 20 h

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la MJC du Verbeau, rue G. Barbier - Châlons-sur-Marne - Tél. (26) 68 36 37.

Cette semaine est organisée avec la participation de la Bibliothèque de Châlons, de J.F. Morange, les Editions des Femmes, Ciné-Lutte, Antoine Skaplink, le Front des Artistes Plasticiens.



**Répondez maintenant**  
293 63 61  
de 14 h à 18 h.

## Ferme soutien à la lutte des Afro-Américains

C'est maintenant facile pour les flics d'un pays comme l'Amérique d'appliquer la politique raciste contre le peuple pauvre de la minorité noire ; aujourd'hui ils viennent d'annihiler un adversaire : le noir Gary Tyler ; il a eu le très grand courage de dénoncer les pratiques terroristes des flics, leurs sanglants affronts.

Chers camarades du Quotidien du Peuple, je suis entièrement d'accord avec votre article au sujet de Gary Tyler, condamné à mort par les racistes blancs d'Amérique. Oui, la condamnation de Gary Tyler est le symbole du racisme américain ; donc, le combat est aujourd'hui celui de tout le peuple afro-américain contre l'oppression.

Pour nous, notre frère Gary Tyler est un innocent. Le pouvoir capitaliste américain n'a pas le droit de le juger, puis de le tuer. Il faut le libérer sans délai, sans condition, n'est-ce pas ? Le

peuple français et les peuples du monde entier ont le devoir de dénoncer la condamnation d'un innocent comme une revanche de la politique raciste d'Amérique et des menées criminelles du juge raciste !

Chaque fois on parle de l'Amérique, on parle de la statue de la liberté à New-York comme un symbole de la politique de la liberté des peuples américains, alors nous demandons maintenant au pouvoir américain, «C'est le symbole de la liberté de quoi ? La liberté pour le peuple d'exprimer ses volontés et ses idées ou la liberté pour les flics du pouvoir capitaliste américain d'opprimer les peuples comme dans l'affaire de Gary Tyler ?»

Libérez Gary Tyler tout de suite !  
Abandonnez la politique de racisme totalement !

Des lecteurs qui soutiennent Gary Tyler en France le 7 novembre 1976



ORGANE CENTRAL  
du  
PARTI  
COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste  
Novembre 1976  
N° 10 5 F



### FRONT ROUGE VIEN DE PARAITRE

Passez vos commandes à Front Rouge  
B.P. 68 75019 Paris

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# le quotidien du peuple 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE

## CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELS

### Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

#### ● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



#### ● Et à un livre ou un disque au choix

##### PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

##### PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

#### ● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

##### REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'Ecole à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Grats à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine)

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal . . . . . 300 F
- Abonnement de soutien . . . . . 500 F
- Abonnement de soutien . . . . . F

- Mode de Versement :
- En une fois . . . . .
  - En trois fois . . . . .

NOM (en capitales) . . . . .

Prénom . . . . .

Adresse . . . . .

Ville . . . . .

#### ● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

## feuilleton

# 325 000 FRANCS

## de Roger VAILLAND

Editions Buchet Chastel

44<sup>e</sup> épisode

Cordélia me raconta tout cela.

Elle ajouta :

« Je n'ai pas du tout aimé Marie-Jeanne dans ce moment-là. Son visage avait une expression toute nouvelle... »

— Précise, demandai-je.

— Comme ces mères qui se congestionnent en fouettant leur enfant.

— Jules Morel avait l'air d'un enfant battu :

— Non, dit Cordélia. Ma comparaison est mauvaise. Une fois franchi le seuil, quand il passa devant la fenêtre et cria « sans adieu », l'homme me parut véridique... »

Elle réfléchit.

« J'y suis, dit-elle. Je t'ai vu une fois la même expression qu'à Marie-Jeanne tout à l'heure. A la Grange aux Vents, nous marchions dans un pré, en bordure d'un bois, un serpent s'est dressé devant toi, en sifflant. Tu te rappelles ? »

— Oui, j'ai fait un saut en arrière et j'ai poussé un cri.

— Tu as abattu le serpent d'un coup de ta canne ferrée. Tu lui as cassé je ne sais quoi, l'épine dorsale peut-être, mais les serpents ont-ils une épine dorsale ? Enfin, il ne pouvait plus ni fuir, ni attaquer. Il était soulevé par de grands soubresauts, mais il retombait toujours au même endroit ; on dit : les soubresauts de l'agonie... Mais tu as continué de le frapper à grands coups de canne. Puis tu as décrit des cercles autour de lui, sans t'approcher, en lançant des pierres jusqu'à ce qu'il fût sectionné en un grand nombre de tronçons. Alors tu as écrasé la tête avec le talon... Tu savais, c'était à croire que tu avais peur de ces petits morceaux de serpent qui continuaient de se tortiller, chacun pour son compte... Tu ne m'as pas plu du tout ce jour-là.

— Marie-Jeanne se défend, dis-je.

— Elle y prend trop de plaisir.

— J'ai compris, m'écriai-je. Marie-Jeanne torture ses poursuivants, comme le boy le colon. »

Cordélia protesta violemment.

« Jusqu'à nouvel ordre, c'est le colon qui bat le boy. »

— C'est pourquoi, quand les circonstances permettent au boy de frapper à son tour le colon, il perd tout contrôle. Il a trop d'humiliations à venger. Il danse autour de l'agonisant, comme moi autour du serpent.

— Tu n'as jamais été humilié par un serpent.

— J'ai certainement été humilié par un serpent, quoique j'aie oublié à quelle occasion. Ou simplement humilié d'avoir eu peur de lui. Surtout si le cadavre est une ridicule petite chose, comme ce serpent. Ou si l'on s'aperçoit que l'ennemi était beaucoup moins fort qu'on ne l'avait cru et qu'on s'est longtemps laissé mystifier par des rododromades.

— Les poursuivants de Marie-Jeanne sont bien vivants !

— Elle a le jeu-maitre, parce qu'ils sont demandeurs. Le rapport se renverserait dans l'instant même où leur désir éveillerait un écho chez elle. »

(à suivre)

## TÉLÉVISION

Mardi soir sur Antenne 2 «les dossiers de l'écran»

## "LES ENFANTS DE LA GUERRE"

### OU COMMENT SERVIR LA PROPAGANDE RÉACTIONNAIRE SUR L'IRLANDE

Servant d'introduction au débat sur l'Irlande, proposé par les «Dossiers de l'écran», ce téléfilm américain tourné en 1972 à Belfast prétendait éclairer les spectateurs sur le problème irlandais, si complexe en apparence.

Si le tout début était positif dans le sens où certains séquences (d'actualité) nous montraient la réalité quotidienne d'un pays

occupé par l'impérialisme britannique : Belfast - barbelés, chars, auto-mitrailleuses patrouillant, la brutalité de l'armée d'occupation, cela s'arrête là.

Ce film est bâti primitivement autour de deux familles, l'une catholique, l'autre protestante, qui sont amies de longue date et se retrouvent tous les dimanches à la campagne mais, que «la religion ne va pas tarder à séparer». Et nous voici à l'idée maîtresse du film : accrédi-ter l'idée que, en Irlande, il ne s'agit pas d'une lutte de libération nationale mais d'une guerre de religion. Les Patriotes sont présentés au même titre que les fascistes unionistes, partisans du maintien du nord de l'Irlande dans le Royaume Uni de Grande Bretagne.

En fait, ce film veut imposer l'idée que pour régler le problème, il faut la «paix» tout de suite, mais quelle paix ? Ceci va dans le sens du «mouvement des femmes pour la paix» : arrêter la lutte de libération nationale («les massacres») et nous aurons «la paix», en fait la continuation de la domination britannique)

Mais l'auteur n'étant pas sûr que cette idée passerait automatiquement, pour se donner une chance supplémentaire, il vient ajouter le mélodrame : Reg, soldat britannique qui s'est engagé «pour, dit-il, aider sa mè-

re... s'éprend de Maureen, vendeuse catholique qui l'aime également. Qu'importe si le père est interné, le frère de 6 ans assassiné par les brits, l'amour est neutre ! La-dessus vient l'idée du pacifisme bourgeois : la guerre est injuste, seulement parce qu'elle empêche ici deux individus de s'aimer ; et pour l'auteur, il ne peut sûrement pas y avoir de guerre juste, pas de mouvement de libération nationale.

Pour clore cette farce «explicative», une phrase qui résume la pensée de l'auteur, et pas seulement la sienne : «Rien ne changera avant que tout le monde ne se soit entretuë pour la religion»...

Après le film, la brochette des participants au débat donnait dès le début une idée de ce qu'il allait être : avec le fasciste unioniste, Lord Bruke. Présenté comme modéré (!). Currie du SDLP (Social Démocrate Labour Party), vendu aux britanniques, le clan des «femmes pour la paix» dont le porte parole Mac Kcown s'exprimait avec un superbe

accent d'Oxford, et quelques journalistes bourgeois, on était sûr d'avoir une «bonne» idée de la lutte du peuple irlandais. Notons qu'il était prévu un membre du Sinn Féin alors que les présentateurs avaient eu l'audace de prévoir aussi le représentant de ceux-là même qui ont assassiné Maire Drumm, présidente du Sinn Féin il y a 15 jours. L'UDA, fascistes unionistes. Face à ces gens-là, on trouvait quand même Myriam Daly, président des Murrays Defense Cometees qui sut justement, malgré le peu de temps dont elle a disposé, défendre les idées républicaines et montrer la violence fasciste des unionistes, face à B. Williams du WPM (1) qui déclarait que si les gens sont opprimés, «c'est par l'IRA» ! Ce débat, médiocre, aura permis de voir la haine du WPM contre les masses irlandaises et montrer sa nature, une création de l'impérialisme britannique.

La boucle est bouclée lorsque le présentateur «impartial» appelle SVP. Les réactions, dit-il, abondent en faveur du WPM, lui qui n'a fait que le présenter comme «l'unique solution» depuis le

début de l'émission. Pour bien faire, on parlera des quelques réactions comparant l'Irlande à l'Algérie et dénonçant sa situation coloniale, réactions bien vite noyées par l'affirmation que seul le WPM mettra fin «à cette horrible guerre de religion».

Il est donc apparu à la TV que les patriotes irlandais ne sont qu'un ramassis de terroristes et de Brigands (aux dires du SDLP). Mais la réalité ? Une communauté où 25 % des gens sont au chômage, où les meurtres perpétrés par les britanniques et unionistes sont fréquents. Cette communauté qui lutte pour sa libération, était «oubliée».

Non ce n'est pas après un tel film et débat que les téléspectateurs auront pu voir les profondes aspirations du peuple pour la libération.

Aujourd'hui, une grande lutte se mène pour le rétablissement du Statut de prisonnier politique, supprimé en mars 76.

Sébastien GWELTAZ

Note : WPM, mouvement des Femmes pour la Paix.



## programme télé

## VENDREDI 12 NOVEMBRE

## TF 1

18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 35 - Gédéon  
18 h 40 - L'île aux enfants  
19 h 05 - Anne jour après jour  
19 h 45 - Les partis politiques  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Le guilledou. Comédie de Michael Clayton-Hutton.  
22 h 35 - Hamlet. Ballet produit par Aimée Mortier.  
23 h 15 - JOURNAL ET FIN.

## A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Le cœur au ventre. Feuilleton en six épisodes de J.P. Petrolacci

21 h 30 - Apostrophes

22 h 40 - JOURNAL

22 h 45 - Ceux de la zone. Film américain dramatique en noir et blanc et en version originaire sous-titrée de Franck Borzage

23 h 55 - FIN DES ÉMISSIONS

## FR 3

18 h 50 - Des livres pour nous.

19 h 05 - Des talents et des gens

19 h 40 - Tribune libre. Le CNPF

19 h 55 - JOURNAL

20 h 00 - Les jeux de 20 Heures

20 h 30 - Vendredi. Magazine d'information et de réflexion de Maurice Cazeneuve

21 h 30 - Méditerranée. La famille

22 h 25 - JOURNAL

22 h 40 - La télévision régionale

22 h 55 - FIN DES ÉMISSIONS

La résistance à l'invasion marocaine

# LE PEUPLE SAHRAOUI ACCULE HASSAN A LA DEFENSIVE

Par Grégoire CARRAT

Il y a un an, le 31 octobre 1975, les troupes marocaines étaient entrées au Sahara et les premiers témoignages nous parvenaient de l'exode terrible auquel le peuple sahraoui était contraint pour échapper à la soumission.

«Le désert plutôt que la soumission». Par sa volonté de lutte formidable le peuple sahraoui s'imposait, se faisait connaître du monde entier, gagnait à son combat une solidarité de plus en plus grande.

Le roi du Maroc fanfaronnait qu'il irait boire le thé à El Aïoun le 31 décembre, que le désert serait nettoyé en quinze jours. Il y a un de cela. Hassan II n'a pas mis les pieds dans El Aïoun et aujourd'hui la garnison marocaine à El Aïoun est bombardée par le Polisario. Il y a un an, Hassan organisait l'invasion, aujourd'hui ses troupes sont acculées à la défensive. Celui qui paraissait fort ne le paraît plus autant celui qui paraissait faible s'est révélé de plus en plus

Les troupes marocaines ont perdu 13 000 hommes en un an, vient d'annoncer le Front Polisario. Comment un peuple si démuni, si peu nombreux peut-il tenir tête aux forces énormes mises en œuvre contre lui ? Le roi Hassan a essayé de faire croire qu'il combattait des soldats algériens. Mais au bout d'un an, en dehors de

l'épisode d'Amgalla, il n'a pu présenter un seul mort, un seul prisonnier algérien au Sahara. La réalité est là : ce n'est pas l'Algérie qui a dit aux femmes de Soliria de partir, ce sont elles mêmes qui l'ont décidé, «pour donner une victoire politique au Polisario» et cela dès les premiers jours de la guerre.

C'est l'aboutissement d'une longue lutte contre la domination coloniale. Le peuple sahraoui a contraint l'Espagne à se retirer, il ne voulait pas tomber sous une autre domination. Le peuple sahraoui veut vivre libre dans son pays.

Hassan voulait imposer une unité de la région, sous sa domination. Dès les premières semaines de l'invasion c'était l'échec pour lui. Une profonde unité de combat a lié, aux cours de décennies de lutte commune contre le colonialisme, le peuple sahraoui au peuple marocain et au peuple mauritanien. Malgré la volonté des régimes de Rabat et de Nouakchott, cette unité revivra entre les peuples souverains. La lutte du peuple sahraoui est appelée à devenir de plus en plus celle des autres peuples de la région : la lutte pour l'indépendance totale, complète. C'est tout le prix de la guerre de résistance à l'invasion que mène le peuple sahraoui.

G.CARRAT.

au corps à corps dans les positions ennemies. Aussi maintenant le commandement marocain a-t-il commencé à faire installer des champs de mines autour des postes pour éviter ces combats très coûteux et aussi empêcher les désertions.

Enfin, l'ennemi essaie aujourd'hui en faisant appel à des «experts étrangers», de mettre sur pied des unités mobiles de contre guérilla. Cela avait été tenté par les colonisateurs espagnols et les avait conduits à l'échec.

— QDP : Le 3<sup>e</sup> congrès du Front Polisario s'est déroulé récemment et a défini les objectifs de la lutte contre l'agression. A quelle mobilisation populaire le congrès correspond-il ? Quels en sont les enseignements principaux ?

— La mobilisation de tout notre peuple et le renforcement de notre unité nationale étaient les objectifs de notre congrès qui s'est tenu dans des conditions difficiles et décisives pour notre avenir. Nous avons pu ainsi mesurer le chemin parcouru, notre force, afin de redéfinir nos tâches sur ces bases dans tous les domaines, politique et militaire, ainsi que nos objectifs et notre stratégie militaires.

Concernant les «réfugiés» tous ceux qui ont dû fuir notre pays pour échapper aux bombes au napalm, ils ont largement participé à la préparation du congrès, qui a pris la décision de les intégrer plus étroitement à la guerre menée sur notre territoire. Les femmes sont les plus concernées par cette décision. Déjà ces décisions entrent en application et les premières unités s'entraînent aux formes les plus dures de la guerre.

— QDP : Le martyr El Ouali offrait le 20 mai dernier aux peuples marocain et mauritanien de combattre ensemble pour fonder un «Maghreb des peuples». Comment cette politique se matérialise-t-elle aujourd'hui ?



Mohamed Abdel Aziz, secrétaire général.

## Interview d'un responsable du comité des relations extérieures du Front Polisario

— QDP : Quel bilan pouvons nous tirer de cette année de guerre du peuple contre l'invasion ?

— Notre pays a été colonisé en 1884 par l'Espagne mais ne s'est jamais soumis. Ce qui a amené les instances internationales à affirmer à plusieurs reprises le droit du peuple sahraoui comme tous les peuples victimes de la colonisation, à l'autodétermination et à l'indépendance.

Dans le prolongement de notre lutte pour l'indépendance, le Front Populaire pour la Libération de Saguiat el Hamra et Rio de Oro est créé le 10 mai 1973, et deux ans plus tard, il contrôle les deux tiers du territoire. Voilà dans quelles circonstances fut déclenchée l'invasion militaire de notre pays, le 31 octobre 1975. La découverte des richesses de notre sol a attiré les convoitises du roi du Maroc, qui entreprit son invasion avec la complicité du gouvernement espagnol.

Ce fut atroce. Des familles entières furent brûlées vives lors des bombardements des camps. Ce fut l'exode de tout notre peuple qui refusait de vivre sous la domination, tandis que l'armée populaire de libération opposait une résistance farouche à l'invasion.

C'est dans ces circonstances que notre peuple, uni, a proclamé sa république, droit légitime, qui lui était internationalement reconnu.

Cette dernière phase de la Résistance s'est soldée par de très lourdes pertes pour l'ennemi, qui s'est trouvé sur un terrain inconnu face à une population hostile.



Aller jusqu'au cœur du dispositif ennemi.

Plus le temps passe, plus l'insécurité est grande pour l'ennemi : la dernière offensive, qui porte le nom d'El Ouali Mustapha, du nom de notre secrétaire général, mort au combat, a commencé il y a un mois et montre la volonté et l'adaptation rapide de nos combattants à de nouvelles formes de lutte pour détruire les objectifs économiques de l'ennemi : trois bateaux coulés à Dakhla par des hommes grenouilles, attaque du train mauritanien transportant le minerai de fer, les phosphates.

Face à notre initiative, l'ennemi a changé plusieurs fois de tactique, les troupes marocaines sont dans une incompréhension totale de la forme de lutte à mener.

En retour, au niveau international, une compréhension de plus en plus grande du problème se manifeste grâce à notre lutte, et des formes de solidarité de plus en plus nombreuses se mettent en place.

— QDP : Les communiqués militaires les plus récents montrent une grande concentration des combats au cœur même du dispositif d'occupation. Quelle signification cela revêt-il ? Une étape a-t-elle été franchie ?

— La dernière tactique des forces étrangères consiste à se retirer des postes avancés pour renforcer les

positions clés dans la région et tenter de défendre les routes principales. Face à cette tactique, notre armée de libération a lancé l'offensive El Ouali Mustapha dont le but est de faire sortir l'ennemi de ses tranchées. Toute une série d'opérations à Amgalla, Bojador, M'sied, Tichla ont conduit à des combats violents parfois

## GISCARD PREPARE-T-IL UN CHANGEMENT DE POLITIQUE ?

Très discrètement, il y a une quinzaine de jours, un représentant du gouvernement français a rencontré le ministre sahraoui des affaires étrangères, alors que celui-ci est l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par Hassan II. Non seulement, il l'a reçu, mais il a reconnu explicitement dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre, sa qualité de «ministre sahraoui». Le communiqué assure même que le gouvernement français était pour «l'autodétermination du peuple sahraoui». Voilà de quoi alimenter les conversa-

tions entre Giscard et Hassan, qui arrive en France le 22 novembre !

Jusqu'à présent, et cela se poursuit, la France a livré massivement des armes aux deux armées d'invasion, marocaine et mauritanienne, elle leur a fourni des experts militaires, s'est engagée à fond du côté du Maroc, Giscard se prononçant ouvertement pour le plan de partage du Sahara, en décembre dernier.

Mais depuis un an, les choses ont profondément changé : l'invasion marocaine est tenue en échec, les

troupes marocaines sont durement frappées, aussi l'impérialisme français prépare déjà une retraite complète, en commençant à prendre ses distances à l'égard d'un allié engagé dans une guerre longue dont l'issue sera, cela est chaque jour plus clair, la défaite.

La lutte du peuple sahraoui a contraint Giscard à le reconnaître, à reconnaître son droit à l'existence, et même en fait ses institutions. Demain, elle l'obligera à cesser tout appui à la politique agressive de Hassan et Mokhtar Ould Daddah,

— Notre politique repose sur le droit de notre peuple à disposer de lui-même, et le droit des peuples de vivre dans un système politique qu'ils ont eux mêmes établi démocratiquement. Nous avons longtemps vécu avec les peuples marocain et mauritanien et tissé des liens d'entraide et de coopération que la guerre génocidaire de Hassan II et Mokhtar ne pourra briser. Les deux peuples restent et resteront des voisins respectés et alliés.

Les deux régimes réclament l'unité. Mais celle-ci ne pourra exister sous aucune forme tant que se poursuivra la guerre contre notre peuple. Contrairement à la guerre de génocide qui mènent les troupes d'agression marocaines et mauritaniennes, nos combattants n'attaquent pas les civils. Dernièrement, nous avons libéré plusieurs Mauritaniens que nous avions arrêtés au cours d'une opération. Nous les avions pris pour des soldats car il arrive souvent que ceux-ci abandonnent l'uniforme pour l'habit traditionnel, le boubou, pour nous surprendre. Après enquête, nous les avons relâchés. Pour terminer, nous lançons un appel à nos frères marocains et mauritaniens et à tous les peuples qui luttent contre l'injustice et pour la paix pour qu'ils apportent une aide à notre peuple, afin qu'il revienne souverain dans ses foyers.